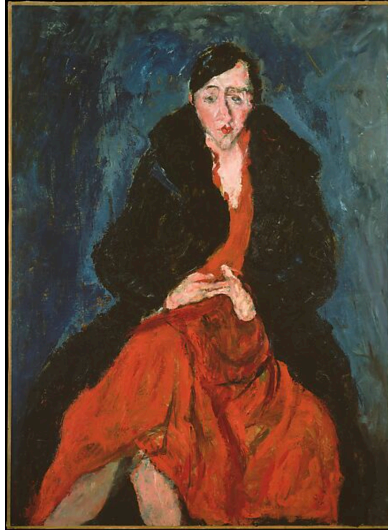


Publié le 20 décembre 2023.
Dernière modification : 6 août 2025.
www.entreprises-coloniales.fr

Pour la liberté,
contre le totalitarisme

HISTORIQUE DES POSITIONS
DU « RASSEMBLEMENT NATIONAL »
ET DE « LA FRANCE INSOUMISE » SUR L'UKRAINE

SOUTINE, OUI
POUTINE, NON
GLOIRE À L'UKRAINE



Madeleine Castaing par Chaïm Soutine



Poutine par James Colomina

AUJOURD'HUI L'UKRAINE DEMAIN TAÏWAN ET LES PAYS BALTES

LES DESPOTISMES MÈNENT UNE GUERRE MONDIALE CONTRE LES DÉMOCRATIES : RÉAGISSIONS !

RUSSIE :

Ce qui intéresse Poutine — son régime de falsification, d'oppression et d'agression
— et ce qui a toujours intéressé la Russie :
tout ce qui divise l'Occident,
tout ce qui balkanise l'Europe.

Le parti communiste, hostile à la Communauté européenne et à l'euro, était une
bonne affaire.

Le R.N. qui, sous l'impulsion de Florian Philippot, faisait de la sortie de l'euro l'abc de
sa politique sociale, était une meilleure affaire encore.

Le combat contre l'euro ayant lamentablement échoué, il reste l'Europe des Nations
et l'hostilité au commandement intégré de l'OTAN.

Le R.N. et la France Insoumise sont donc deux bons clients.

Selon le R.N., la France (67 millions d'habitants) doit être crainte et respectée en se
maintenant à équidistance des U.S.A. démocratiques (332 millions) et des puissances
totalitaires que sont la Russie (145 millions) et la Chine (1.400 millions).

Les chiffres suffisent à donner une idée de l'irréalisme abyssal de cette posture
contre nature.

15 mars 2014

La Crimée est perdue pour l'OTAN. Tant mieux. ([Blog de Jean-Luc Mélenchon](#)).

17 mars 2014

Conférence de presse de Marine Le Pen, en déplacement à Saint-Gilles (Gard) pour
les municipales « À mon sens, les résultats du référendum [en Crimée] sont sans
contestation possible », déclare-t-elle, en ajoutant que la Crimée ne faisait partie de
l'Ukraine que depuis 60 ans.

Pour rappel, toutes les régions ukrainiennes avaient voté en faveur de
l'indépendance en 1991, y compris la Crimée, même si elle arriva en queue de peloton
avec 57 % de oui, en raison notamment de la présence d'une base russe à Sébastopol
et de l'installation de nombreux retraités aux alentours.

Le référendum de 2014 donna 96,77 % de oui ! La recette avait déjà été appliquée
par Hitler en Autriche après l'Anschluss (99,11% de oui le 12 mars 1938) et par Staline
dans les pays Baltes en 1940-1941.

Nous nous souvenons qu'une des premières mesures prises par les sbires de Poutine
avaient été de tourner vers Moscou les antennes-relais de télévision pour priver les
habitants d'une information libre et pluraliste. Cette mascarade joua d'ailleurs un rôle
de déclencheur dans la défection de Gleb Karakulov, un jeune ingénieur des
télécommunications appartenant à la garde rapprochée de Poutine qui s'enfuit à

l'occasion d'un voyage au Kazakhstan en octobre 2022. Sur place en Crimée en 2014, il estimait que la population était partagée à peu près moitié moitié.

Et, à propos du [Boeing de la KLM-Malaysia Airlines](#) abattu au-dessus de l'Est de l'Ukraine le 17 juillet 2014, Marine Le Pen refuse d'« accuser les séparatistes du Donbass et même la Russie et à exonérer les forces armées ukrainiennes. » La responsabilité des séparatistes sera prouvée. On voit un véhicule lance-missiles qui passe et repasse avec un projectile en moins à l'endroit et à l'heure où l'avion fut abattu. Poutine dira avec son aplomb de kgbiste : « On nous présente des preuves mais elles ne nous convainquent pas. »

Novembre 2014

Blacklisté par les banques françaises, le Front national emprunte 9 millions d'euros à la First Czech Russian Bank (FCRB). Le [rôle de Jean-Luc Schaffhauser](#) dans cette transaction est déjà exposé à l'époque. L'enquête du *Washington Post* de décembre 2023 ne révèle donc rien qui ne soit déjà connu. Les raisons du refus des banques françaises en général et de la Société générale en particulier — alors dirigée par Frédéric Oudéa, le mari de la ministre — n'ont jamais été explicitées. Des considérations techniques ont été invoquées (inquiétudes sur la capacité du Parti à rembourser, crainte de scandales) mais, curieusement, la cause la plus vraisemblable, sa persistance à soutenir une sortie de l'euro qui nuirait gravement aux banques, n'est même pas envisagée.

14 novembre 2014

La France aurait dû livrer aujourd'hui à la Russie un premier navire Mistral sur lequel 400 marins russes se sont formés à Saint-Nazaire depuis plusieurs mois.

François Hollande ridiculise la France en empêchant cette livraison. ([Blog de Jean-Luc Mélenchon](#)).

9 février 2015

Intervention de Jean-Luc Mélenchon contre la guerre à la Russie devant la [Commission des affaires étrangères du Parlement européen](#). Transcrite par nous :

Malgré tout le respect que j'ai pour vous, cher président Broch, je ne suis pas du tout d'accord avec votre introduction et je voudrais dire à M. Peschkow, tout en le remerciant d'être ici, que je ne voudrais pas qu'il croit que l'opinion politique européenne est au niveau d'exaltation que vous avez pu entendre dans cette salle. Dans mon pays, La France, nombreux sont les responsables politiques, et jusqu'à un Premier ministre hier, pour dire que l'hystérie antirusse ne mène nulle part sur ce continent. Personne ne fera la guerre à la Russie, sauf les fous, ou n'interviendra militairement en Ukraine au milieu des centrales nucléaires. Tout ça est absurde et nous savons très bien que ça n'aura pas lieu. Donc c'est une perte de temps que les exagérations auxquelles nous venons d'assister ici. Pour ma part, **je ne crois pas que vous soyez l'agresseur** et il suffit de dire qu'il n'a pas été dit un seul mot de l'intervention des États-Unis d'Amérique en Ukraine pour montrer à quel point cette salle est polarisée dans une ambiance de guerre froide qui ne correspond à aucune réalité du monde dans lequel nous sommes. De toute façon, tout cela est un aimable bavardage. Ce week-end, il y a eu une discussion entre notre Président et le vôtre, et je voudrais savoir quelles sont les dispositions qui sont prises par votre parlement pour que l'accord qui, semble-t-il, a été bien avancé ce week-end se traduise par une décision en ce qui concerne la Russie elle-même pour qu'elle se porte garante de son application. Un mot, M. Broch, si vous le permettez, pour dire la reconnaissance qui ne quittera jamais l'esprit de mes compatriotes sur le rôle qu'a joué la Russie pour la libération de nos pays au cours de la

dernière guerre et personne n'oubliera les 20 millions de morts de votre pays au service de notre liberté.

4 mars 2015

À propos de l'opposant russe Boris Nemtsov, ancien Premier ministre, assassiné le 27 février 2015 sous les murs du Kremlin (pas de chance, les caméras de surveillance étaient ce jour-là en maintenance) :

Poutine a-t-il tué le cacique eltsinien Boris Nemtsov ?

Le malheureux a été assassiné Place Rouge devant le Kremlin, la veille de la manifestation à laquelle il avait appelé en compagnie d'une autre grande figure de l'opposition, le raciste et antisémite Alexey Navalny. Des flots d'encens sont aussitôt montés vers le ciel, votivement offerts par tous les médias « éthiques et indépendants » ... La première victime politique de cet assassinat est Vladimir Poutine. Car il a été aussitôt traîné dans la boue par toute la presse « libre, éthique et indépendante » du monde entier... Si l'armée russe entrait en Ukraine à la suite des provocateurs nord-américains, les forces qui tenteraient de s'y opposer seraient balayées en moins d'une semaine, parachutistes américains ou pas. [Blog de Jean-Luc Mélenchon](#).

12 mars 2015

Marine Le Pen (NI), [par écrit](#). – J'ai, comme les autres députés du Front National, voté contre la résolution "sur l'assassinat de Boris Nemtsov, figure de l'opposition russe, et l'état de la démocratie en Russie". Bien entendu, toute violence, et *a fortiori* tout meurtre, est condamnable. Il est encore plus préoccupant de constater qu'il s'agit du meurtre d'un homme politique d'opposition. Le Parlement européen pourrait parfaitement voter une résolution dans laquelle il se dirait préoccupé et déclarerait attendre les résultats de l'enquête judiciaire qui sera menée. Les groupes politiques ont cependant décidé de déposer une résolution commune totalement partisane et idéologique, où le gouvernement russe est accusé de tous les maux. Le paragraphe 7 en fournit un triste exemple, lorsqu'il demande notamment aux autorités russes de « mettre fin à la guerre honteuse de propagande et d'information qu'elles mènent contre leurs voisins, le monde occidental et leur propre peuple, guerre qui fait de la Russie un État marqué par la répression, les discours de haine et la peur. » L'Union européenne est mal placée pour accuser d'autres de mener une guerre de propagande et d'information. Nous avons tous pu le constater lors des référendums sur la constitution européenne et sur le traité de Lisbonne, par exemple.

2 avril 2015

Révélations de Médiapart reprises par un [forum ukrainien](#) : des hackers ont réussi à pirater 9.500 courriels et 40.000 SMS émanant de Timur Prokopenko, chef adjoint du département de politique intérieure au Kremlin. Le Front national y apparaît 66 fois. Prokopenko y demande à Konstantin Rykov, dit Kostia, propriétaire d'une villa à Mougins, de contacter Marine Le Pen pour qu'elle accepte un rôle d'observateur du référendum en Crimée. Philippot la dissuade d'accepter. C'est finalement son conseiller international Aymeric Chauprade qui fait le job. Le 12 avril, Marine Le Pen se rend tout de même à Moscou pour y rencontrer le président de la Douma Sergueï Narychkine, futur chef du services des renseignements de sécurité [humilié en grande largeur par Poutine le 21 février 2022](#). Dès lors, les Russes débloquent des prêts.

Et d'ajouter sur [FR 3](#) : « J'ai confiance en la justice russe, il n'y a pas de raison de ne pas le faire. Il est évident que tout le monde souhaite de retrouver, d'arrêter et de condamner ces assassins lâches qui ont tiré dans le dos. J'attends que la justice

s'acquitte de son devoir. Il faut être prudent et permettre aux juges et aux policiers de faire leur travail ».

3 janvier 2017

Marine Le Pen sur BFM au sujet de la Crimée : « Je ne crois absolument pas qu'on puisse dire qu'il y a eu une annexion illégale. Il y a eu un référendum, les habitants de la Crimée souhaitaient rejoindre la Russie ».

24 mars 2017

Marine Le Pen reçue par Poutine : « Nous ne croyons pas dans une diplomatie de menaces, de sanctions ou dans une diplomatie de chantage que l'Union européenne, malheureusement, applique de plus en plus contre la Fédération de Russie et contre ses propres membres ».

4 mars 2018

Tentative d'empoisonnement de Sergueï et Ioulia Skripal au novitchok en Angleterre :

[Marine Le Pen s'étonne](#) que « la Grande-Bretagne soit aussi affirmative » sur la responsabilité de la Russie. « J'ai le sentiment qu'il y a autre chose derrière cela. Qu'il y a une volonté stratégique de mettre une forme de mur peut-être entre la Russie et l'Union européenne ». « Je sais, pour avoir été députée européenne, que l'Union européenne mène une véritable guerre froide à la Russie ».

1^{er} juin 2018

Le Front national devient rassemblement national.

26 février 2019

L'eurodéputé Aymeric Chauprade, ex-Front national, emploie comme stagiaire [Elizaveta Peskova](#), fille du porte-parole de Poutine.

2020-2001 : face au COVID

Marine Le Pen : [deux ans d'incohérences](#)

Chloroquine et vaccin russe.

Julien Odoul,
préposé aux basses œuvres du Rassemblement national.

Le pass sanitaire contre le COVID :
procédé liberticide ou libéral ?

Samedi 31 juillet 2021, 16 h. Pour la troisième semaine consécutive, manifestations des anti-vaccins et anti-pass. Les passagers de la voiture-balai de la France sont-ils plus nombreux ? Sur BFM, la chaîne qui passe rarement plus de trente secondes (hors plages publicitaires) sans évoquer le Front national, affrontement entre un député du MODEM et Odoul.

Le premier fait valoir les apports de la vaccination depuis des décennies en termes d'éradication des maladies, d'espérance de vie. Le pass sanitaire, c'est la liberté car c'est ce qui évitera un nouveau confinement. Naturellement, il comprend les « inquiétudes légitimes des manifestants auxquelles il faut s'efforcer de répondre ».

Enfin, le grand moment comique arrive. Odoul se lance, l'air renfrogné. Il évite soigneusement de discuter des mérites des vaccins et du pass. Il préfère brosser une fresque des manifestants déjà cent fois entendue ; qu'ils ne seraient pas contre tous les vaccins, mais contre un vaccin en particulier, etc. Ils ont bien raison d'être inquiets et donc de manifester. Et voici le clou du numéro d'Odoul qui ne lui vaudrait certes pas d'être sélectionné pour « Incroyable Talent » : les doutes des manifestants sont accrus par la cacophonie gouvernementale. Et leur colère est légitime contre le mépris de la ministre de la Culture, Roselyne Bachelot, qui les a traités de « club de losers ». Au fil de sa démonstration, Odoul s'est échauffé et a laissé s'exprimer son agressivité et sa méchanceté coutumières.

En clair, Odoul n'est ni contre le vaccin ni contre le pass, mais il soutient les opposants comme la corde soutient le pendu. Et s'il est méchant, c'est surtout parce qu'il est profondément mécontent de lui-même et d'en être réduit à ces plaidoiries d'avocaillon de province pour défendre sa part du beefsteak électoral.

Et il a bien raison d'être mécontent car il n'a guère de talent et n'arrive même pas à dissimuler qu'il ne croit pas un mot de ce qu'il dit. Défendre M^{me} Michu qui ne sait même pas ce que signifie ARN mais qui dénonce le vaccin comme un bricolage hâtif, ou l'infirmière opposante au vaccin qui prétend respecter les gestes barrière (sic), quel métier ! Que fais-je au Ramassis national ? semble se lamenter son inconscient. Pauvre Odoul.

*
* *

Un peu de droit maintenant. Avez-vous remarqué combien on en fait peu dans ces débats sur le COVID ?

On sera bref sur la liberté qui serait menacée par les obligations sanitaires. Nul ne sera surpris que l'argument soit abondamment utilisé par les manifestants puisqu'en France, une bonne partie de la population confond liberté et bon plaisir.

Est-il besoin de rappeler qu'il n'y a pas de liberté sans discipline collective, que pour conduire, il faut un permis, et qu'on n'est pas libre de rouler à gauche ?

L'obligation vaccinale existe en France, et depuis longtemps. La première loi, contre la variole, remonte à 1903. Il existe des obligations vaccinales pour s'inscrire à l'école, pour voyager dans certains pays, pour les soignants depuis 2017 (Marisole Touraine, ministre socialiste de la Santé). La cour européenne des Droits de l'Homme a jugé que, certes, l'obligation vaccinale était une limitation à la liberté individuelle mais qu'elle était justifiée par l'intérêt général. Juridiquement, l'obligation vaccinale est donc parfaitement fondée.

Pour atteindre l'immunité collective, il n'existe que deux autres moyens : les incitations et le pass.

Les incitations sont pratiquées surtout aux États-Unis. À ceux qui se font vacciner, on promet 100 \$ à ou un joint. On suppose que le procédé est efficace auprès d'un certain public difficile à convaincre. Quel constat d'échec ! On considère que ces gens sont inaccessibles au raisonnement et qu'il ne reste plus qu'à leur distribuer des bonbons

comme à des enfants ou des cacahuètes à des singes. Voilà un procédé indigne de nos démocraties.

Reste le pass, procédé hypocrite, obligation qui ne s'avoue pas selon les uns, mesure orwellienne selon les autres, comme Michel Maffesoli, professeur émérite de sociologie en Sorbonne, qui ne voit dans le variant delta qu'une *psychopandémie*, et qui est, en somme, à la sociologie, ce qu'était Faurisson à la Shoah et le juge Burgaud à la magistrature. Eh bien non, messieurs ! Le pass est au contraire un procédé libéral. C'est un contrat : vous refusez le vaccin, très bien, c'est votre droit. Mais nous vous présentons l'addition. Vous devrez, Messieurs-Dames, payer le prix de vos choix.

Est-ce l'instauration d'un apartheid ? Encore non. Car l'apartheid (ou l'étoile jaune) stigmatisaient des gens pour ce qu'ils étaient. Alors que vous, messieurs-dames, vous ne faites que payer le prix de votre sottise.

« Un autre monde est possible », celui d'Ubu

Jean-Luc Mélenchon : pour la vaccination obligatoire en 2017, il ne l'est plus en 2021. Pour le vaccin (nous sommes au pays de Pasteur) mais contre le vaccin ARN (je ne veux pas servir de cobaye à Pfizer). À l'été, en route pour les Antilles où il va soutenir les soignants anti-vax, il avoue s'être fait finalement vacciner trois fois avec du Pfizer. Ce qui n'empêche pas la LFI de soutenir les alternatives au vaccin.

16 février 2022 (une semaine avant l'invasion) :

Vote à Strasbourg d'une [aide de 1,2 Md€ à l'Ukraine](#).

Les « insoumis » s'abstiennent, le Rassemblement national, Bardella en tête, votent contre à l'unanimité.

22 février 2022

Invasion de l'Ukraine

Par le mémorandum de Budapest (5 décembre 1994), la Russie, les États-Unis et le Royaume-Uni s'étaient engagés notamment, en contrepartie de l'adhésion de l'Ukraine (ainsi que de la Biélorussie et du Kazakhstan) au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et de l'achèvement du transfert de son arsenal nucléaire à la Russie, à :

— respecter l'indépendance et la souveraineté ukrainienne dans ses frontières actuelles ;

— s'abstenir de toute menace ou usage de la force contre l'Ukraine ;

— s'abstenir d'utiliser la pression économique sur l'Ukraine en vue d'influencer sa politique, etc.

Le 4 décembre 2009, jour d'expiration du traité Start de réduction des armes stratégiques, les États-Unis et la Russie avaient publié une déclaration commune, prolongeant la validité du mémorandum de Budapest.

La Russie viole donc ses engagements.

En 2008, la France (Sarkozy) et l'Allemagne (Merkel) s'étaient opposés à l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN.

La responsabilité de nos deux pays est donc lourdement engagée dans la tragédie qui accable maintenant ce pays.

Ven. 25 février 2022 :

Marine Le Pen : la guerre en Ukraine change en partie ma vision de Poutine mais n'ayons pas de mépris.

Sud Radio
28 février 2022

Sébastien Chenu, porte-parole de Marine Le Pen

Nous avons été surpris par l'invasion russe de l'Ukraine, nous la condamnons.

Que faire ?

Il faut trouver une solution diplomatique. Des pourparlers ont débuté en Biélorussie.

Les sanctions ?

Il faut éviter de pousser Vladimir Poutine dans les bras de la Chine. Nous ne souhaitons pas qu'elles impactent le porte-monnaie des Français, ni que les paysans français en soient les premières victimes comme en 2014. Il faut qu'elles soient bien calibrées. Par exemple, la fermeture de l'espace aérien.

— *Cela n'arrêtera pas Poutine ! Et l'interdiction de Russian Today ?*

Elle pourrait alimenter le complotisme. Je m'en remets à l'Autorité de régulation de vérifier si les règles sont respectées. Je ne suis pas sûr que ce soit la sanction-type qui fasse reculer Poutine.

Mais il y a d'autres types de sanctions.

On veut bien le croire mais on ignore lesquelles.

Effectivement, la défense de la liberté a un prix. Si pour le R.N., il doit être égal à zéro, c'est parce qu'il n'y tient pas.

Macron n'a pas fait vivre les accords de Minsk. En cinq ans, il n'a pas beaucoup parlé à Vladimir Poutine. Ça nous aurait peut-être servi davantage.

La nouvelle stratégie du R.N. se met en place : condamnation en paroles plus ou moins audacieuses de la Russie, acceptation en fait.

1^{er} mars 2022 :

Marine Le Pen dénonce les risques de cobelligérance sur [BFM](#)

Jean-Luc Mélenchon dénonce les risques de cobelligérance à l'[Assemblée nationale](#) :

Alors qu'on ne compte plus les [propos de Mélenchon](#) minimisant le danger russe et justifiant la politique de Moscou par la nécessité de se défendre contre l'OTAN, que le 29 novembre 2020, il affirmait encore : « [La Russie est un partenaire plus fiable que les États-Unis.](#) », il accable enfin Poutine :

« L'humanité est ainsi plongée dans une régression consternante car, en une nuit d'invasion, le gouvernement nationaliste de la Russie vient de nous ramener au XIX^e siècle, où les différends entre puissances se réglaient par la guerre, ou au XX^e siècle, quand toute guerre en Europe devenait mondiale. »

Mais c'est pour aussitôt mettre en garde contre le risque de cobelligérance :

« Face à une puissance nucléaire comme la Russie, la destruction nucléaire générale serait l'horizon prévisible. D'ailleurs, M. Poutine n'a pas hésité à en menacer lui-même le monde. Dès lors, si frustrant que cela soit, le seul chemin rationnel est celui de la paix. Il porte un nom clair : la désescalade. (Applaudissements sur les bancs du groupe FI.) Si frustrant que ce soit, l'alternative reste simple : ou bien la diplomatie, ou bien la guerre totale. Tout doit aller à la diplomatie et rien, si peu que ce soit, à la guerre. »

Ni armes, ni sanctions

« Je regrette que l'Union européenne ait décidé de « fournir des armements nécessaires à une guerre », selon les termes du commissaire Josep Borrell, chargé des relations extérieures. (Protestations sur les bancs des groupes LaREM, Dem et SOC.) Cette décision ferait de nous des cobelligérants. » [...]

Couper le circuit financier SWIFT, n'est-ce pas engager une escalade mondiale en poussant Russes et Chinois à utiliser désormais exclusivement leur propre circuit ? »

Alors que faire ? Convoquer des conférences pour la paix !

Regarder les bras croisés un peuple qui aspire à la liberté se faire massacrer par une autocratie innommable, c'est l'*internationalisme prolétarien* façon France insoumise.

Jean-Luc Mélenchon au JDD : « Cette présidentielle, je la sens bien »
(JDD, 12 mars 2022).

- Le 30 janvier, vous déclariez : « Ce sont les États-Unis d'Amérique qui sont dans la position agressive et non pas la Russie. » Regrettez-vous certaines de vos prises de position quant au régime de Vladimir Poutine, ces dernières années ?

[Rétablissement acrobatique]

Quel intérêt à répandre un doute sur ma position ? J'ai toujours été un non-aligné. Non aligné, cela ne veut pas dire neutre. La preuve : je me positionne. Depuis dix ans, et en janvier encore, j'alertais : le statut militaire de l'Ukraine est une ligne rouge pour la Russie. Aussi longtemps que les États-Unis d'Amérique ont fait croire qu'ils prendraient l'Ukraine dans l'Otan, ils ont encouragé la paranoïa des dirigeants russes. Mais à partir du moment où Poutine envahit l'Ukraine, il est l'unique responsable de la situation. L'intolérable, alors, ce ne sont pas les États-Unis, mais la Russie, car c'est elle qui viole les frontières et nous ramène aux temps des guerres en Europe.

[Pas de sanctions, sauf contre les oligarques]

- Faut-il de nouvelles sanctions ?

Les sanctions économiques ont fait la preuve de leur inefficacité. Exemple : l'Iran est sous sanctions depuis vingt-cinq ans ; les ayatollahs sont toujours au pouvoir. À Cuba, les États-Unis pourchassent tous ceux qui vendraient à l'île une pince à linge. Résultat : zéro. Mais les peuples sont martyrisés. Les Russes produiront eux-mêmes les biens qu'on ne vendra plus aux Russes. Ils deviendront autonomes. Dès lors, que Total se retire de la Russie, je ne suis pas d'accord ! Il faut frapper le pouvoir russe à la tête, et donc cibler les biens des oligarques. Ce qui n'est pas fait aujourd'hui. C'est à peine si on a saisi un yacht !

- Que proposez-vous ?

Une fois qu'on est dans une telle situation, la réponse est politique. D'abord, appuyons-nous sur la capacité de résistance des Ukrainiens et des Russes qui veulent la paix. Faisons une offre diplomatique radicale : cessez-le-feu, création de couloirs humanitaires et réunion de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Les Russes ont des choses à demander. Nous aussi ! Nous ne sommes pas d'accord pour qu'ils déploient sur leur territoire des missiles qui vont entre 500 et 5.000 kilomètres, parce qu'ils nous sont destinés. On comprend qu'ils nous disent de retirer les armes anti-missiles installées en Pologne, opération que François Hollande a acceptée. C'était une faute lourde ¹.

[Pas d'embargo]

- Êtes-vous favorable à un embargo sur le gaz et le pétrole russes pour faire pression sur Poutine ?

Le boycott du gaz et du pétrole est absurde. Les États-Unis le font, mais sans faire augmenter la production. Le pétrole se retrouve à 140 dollars le baril, quand celui des États-Unis est rentable à 60. Ils vont gagner des milliards. Au point que le président Biden demande aux pétroliers de ne pas abuser de la situation... Nous, l'embargo, nous le paierions très cher. Ne soyons pas les dindons de la farce.

¹ François Hollande avait seulement posé des conditions à ce déploiement : respect de la capacité autonome de dissuasion française, clarification du processus de décision, participation des industries européennes d'armement. L'OTAN a installé deux bases antimissiles balistiques à Deveslu (Roumanie) en 2016 et à Redzikowo (Pologne) en juillet 2024.

[Soutien à l'Ukraine : Mélenchon fait mine de s'interroger. En réalité, il refusera toutes les aides]

- A-t-on raison de livrer des armes à l'Ukraine ?

Un débat est ouvert. Cela n'a de sens que si une possibilité de victoire ukrainienne existe. Des militaires nous disent que ce n'est pas envisageable, d'autres pensent que le conflit peut durer assez longtemps pour que les Russes soient obligés de négocier. Seul le président de la République a tous les éléments pour juger.

Je vois que la Turquie et Israël tentent des négociations. La France est donc hors-jeu. Je le regrette d'autant plus que Macron s'était mis en scène comme Kennedy au moment de la crise des missiles à Cuba.

- Demandez-vous un vote à l'Assemblée nationale sur l'Ukraine ?

Voter permettrait au moins de savoir ce que la France veut faire ! Je ne dis pas que le chef de l'État doit nous donner les détails, mais au moins les grands axes et les lignes rouges. À présent les décisions sont prises dans le secret du conseil de défense. L'Assemblée nationale est suspendue pour cause de campagne. Donc, il n'y a plus aucun lieu de débat avec l'exécutif. Il a les pleins pouvoirs.

- L'Union européenne a lancé l'examen des candidatures de l'Ukraine, de la Géorgie et de la Moldavie. Est-ce un bon signal envoyé ?

C'est une bonne idée. Ouvrir cette discussion est un moyen d'affirmation. Mais il faut arrêter de lier entrée dans l'Union européenne et celle dans l'Otan. C'est la négation de ce que nous avons promis aux Russes quand l'empire soviétique s'est effondré.

- Anne Hidalgo vous décrit comme un allié des Russes et un « agent » de Poutine... Que lui répondez-vous ?

Rien. Ce n'est plus du débat politique, c'est de l'injure. L'opinion sanctionne ses excès !

-
- Le communiste Fabien Roussel ne vous complique-t-il pas la tâche ?

Il fait son boulot. Il prend des voix à droite et au P.S. Il fait campagne. Mais ses électeurs savent qu'ils vont être décisifs pour me porter au second tour. Quand Macron annonce la retraite à 65 ans et moi à 60 ans, le choix du bulletin de vote tranche un combat social. Il ne s'agit alors pas de faire de la figuration pour la gloire d'un parti. C'est un choix pour le pays. Fabien Roussel a évalué que sa divergence avec moi sur les steaks-frites, la police et le nucléaire valait une candidature concurrente. À quel prix politique ? Je le regrette. Mais au moins, Roussel met quelque chose en débat. Mais le PS ? À 1,5 %, à quoi sert-il, à part à dire du mal de moi ? ²

.....

[Blocage des prix]

- Avec la guerre en Ukraine, les prix du carburant et les prix alimentaires connaissent et vont connaître des hausses vertigineuses. Que feriez-vous ?

Si on laisse les choses aller, le pays va se bloquer par la base. La pénurie est partout: alimentation, essence, chauffage. Des millions de gens manquent de tout ! C'est le marché qui a créé ce chaos. La finance se nourrit des catastrophes qu'elle provoque. À cause de l'explosion des prix, les gens qui étaient à la limite de flottaison sont en train de couler. Huit millions de personnes ont déjà besoin de l'aide alimentaire. Si je suis élu, les prix des produits de première nécessité seront bloqués le lendemain matin ! Les prix des carburants seront abaissés. Le litre d'essence sera bloqué à 1,40 euro, le prix où il

² Européennes 20024 : P.S.-Place publique : 13,83 %. LFI : 9,89 %.

était quand j'ai proposé le blocage ³. Quant au smic, il sera à 1.400 euros net tout de suite. Entendez la colère qui s'accumule dans le peuple qui souffre tant.

- Comment ferez-vous ?

L'article 410-2 du Code du commerce le permet. Pour choisir quels prix bloquer, nous pourrions consulter les organisations de consommateurs, des sociologues, des nutritionnistes. Il faut rompre avec la fête pour les riches et le marché partout. Je plaide pour le non-alignement économique: l'État ou le marché, selon le besoin.

[Priorité : la retraite à 60 ans]

- La guerre en Ukraine ouvre-t-elle la voie à une réélection sans débat pour Emmanuel Macron ?

Les Français n'ont pas envie de lui rendre la tâche plus compliquée, je le comprends. Je ne ferai pas non plus le tireur dans le dos. Pourtant, cet homme ne réglera rien. Il est président de l'Union européenne et de la France, seule et unique armée complète et seule puissance nucléaire de tout le continent. Résultat ? Zéro, il ne se passe rien. ce sont les Turcs et les Israéliens qui organisent le dialogue entre Russes et Ukrainiens ! La menace de dérapage sur le terrain est terrible. On a toujours du mal à croire que le monde puisse basculer. Sauf si vous l'avez déjà vu dans votre vie : j'ai connu la décolonisation, l'URSS envahissant ses voisins, puis son effondrement, les guerres du Golfe, le 11-Septembre. Tout était inconcevable. Je sais d'expérience qu'une situation internationale peut se retourner très vite. Macron fait pour le mieux de ce qu'il sait faire. Mais est-ce qu'au nom de la réserve à respecter pendant la guerre d'Ukraine, il faut voter pour quelqu'un qui va vous maintenir au travail jusqu'à 65 ans ? Macron dit clairement quel est son plan. Je dis clairement le mien. C'est un beau débat.

- Si les Français ne vous choisissent pas, mettez-vous un terme à votre carrière politique ?

Non. Jusqu'à mon dernier souffle je serai un militant politique. Je ne sais pas comment vivre sans cela. La politique est magique, elle permet de s'intéresser à tout. D'un coup, je ne m'intéresserais plus à rien ? Impossible.

- Serez-vous candidat aux législatives ?

Je n'ai pas envie d'y penser. Je prends les tâches dans l'ordre. Jusqu'à la dernière seconde, je fais la présidentielle. Et cette présidentielle, je la sens bien.

Isabelle Saporta
(Europe 1, 16 mars 2022)

La France Insoumise porte mal son nom, c'est La France Soumise ! Vous avez vu ses déclarations à Jean-Luc Mélenchon sur l'Ukraine dans le *J.D.D.* ?! Comme il faut continuer à avoir du gaz pas trop cher, il faut ne pas être trop mal avec Poutine. Tout ça parce que moi, je pense au pouvoir d'achat des Français. C'est la France soumise en fait. Pour le pouvoir d'achat des Français, on va accepter que les Ukrainiens se fassent bombarder des jours durant. Et c'est normal. Donc moi je suis désolée : si c'est ça le vote utile à gauche, y aura pas de vote utile. Y a quand même un truc sur la politique internationale. On ne peut pas ramener les Français à des ventres et à des réservoirs de voitures. C'est pas possible quoi !

³ Le contrôle des prix a été abandonné en 1978-1979 par Raymond Barre, Premier ministre, et René Monory, ministre de l'Économie. Pour casser l'inflation à deux chiffres, un blocage des prix et des salaires a été instauré pour une durée limitée en 1981-1982 par Jacques Delors, accompagné d'une modernisation à marche forcée de la distribution (avec la multiplication des Intermarché, notamment). Le rétablissement du contrôle des prix est une solution autoritaire et étatiste parfaitement rétrograde et vouée à l'échec : ce n'est pas en cassant le thermomètre qu'on guérit la fièvre.

3 avril 2022

TF 1. Barbara Pompili, ministre de la Transition écologique, conseille : Allez voir la page 10 du programme de Marine Le Pen sur la défense, qui prône un **rapprochement avec la Russie** :

« La priorité sera de quitter le commandement intégré de l'OTAN. [...] Parallèlement et sans crainte des sanctions américaines, il sera recherché une alliance avec la Russie sur certains sujets de fond : la sécurité européenne qui ne peut exister sans elle, la lutte contre le terrorisme qu'elle a assurée avec plus de constance que toute autre puissance, la convergence dans le traitement des grands dossiers régionaux impactant la France (Méditerranée orientale, Afrique du Nord & centrale, Golfe/ProcheOrient et Asie notamment). »

Mais ce n'est pas non plus à la page suivante où est programmée une destruction méthodique de nos alliances :

« La relation avec l'Allemagne sera largement remaniée : partant du constat d'une profonde et irrémédiable divergence de vues doctrinale, opérationnelle et industrielle avec Berlin, notamment dans le domaine de la dissuasion nucléaire et de l'exportation d'armement, Paris mettra fin aux coopérations structurantes engagées depuis 2017 qui ne correspondent pas à sa vision d'une défense souveraine et retirera son soutien à la revendication allemande d'un siège permanent au Conseil de Sécurité des Nations-Unies.

En dépit de la position britannique dans l'affaire australienne, l'entente cordiale avec les Britanniques se poursuivra, mais nécessitera un recadrage diplomatique complet : sa diplomatie, alignée plus que jamais sur celle des États-Unis, diverge des objectifs proposés (Russie, Turquie, Indo-Pacifique) et par voie de conséquence, l'instrument militaire commun (le corps expéditionnaire interarmées) risque de demeurer, comme l'Eurocorps, un instrument sans finalité pratique : sa suppression s'imposera probablement. (*La Défense. Réarmer la France puissance*, p.10-11). »

7 avril 2022

Les eurodéputés R.N. votent la condamnation de l'agression russe et le principe de sanctions mais, comme d'habitude, aucune mesure concrète. Bardella justifie son refus du prêt à l'Ukraine en février 2022 par [la corruption régnant en Ukraine](#). Paradoxalement, le fait que la Hongrie soit tombée au dernier rang de l'U.E. en matière de corruption [en doublant la Bulgarie](#) ne semble pas nuire à son amitié indéfectible pour Viktor Orban.

13 avril 2022

Guillaume de Calignon rapporte dans [Les Échos](#) que Marine Le Pen, interrogée sur le fait de savoir si elle continuerait à envoyer des armes à l'Ukraine, a esquivé. Elle préfère ne pas utiliser le terme « armes » et parle « d'instruments de défense ». En clair, les

Ukrainiens auront peut-être droit à des casques et des gilets pare-balles mais pas à des missiles antichars face à l'armée russe.

30 novembre 2022

À l'Assemblée nationale, les lepénistes et les mélenchonistes refusent de voter la [résolution](#) de soutien à l'Ukraine.

22 janvier 2023
Élections législatives partielles en Charente

Au premier tour, pas un seul des huit candidats ne mentionne dans sa profession de foi la guerre sans merci de l'autocratie russe à l'Ukraine et, à travers elle, à nous-mêmes.



La phalange des zombies : cœur sec, parole pauvre
Pas un mot d'empathie pour le peuple ukrainien

- Florent Bénétreau, chef d'entreprise, Ramassis national : non à la cobelligérance.
- Serge Bondon, ancien chef d'entreprise, zemmourien : encore merci au maréchal Pétain d'avoir sauvé les juifs, vive l'Eurasie !
- Samuel Cazenave, le nouveau chemin. Borlooiste. Il a bien un email mais il ne marche pas. Sinon, on peut apprendre sur son site qu'il a grandi à « Tourrier » (sans doute veut-il parler de *Tourriers*), qu'il a fait hypokhâgne, Sciences po et tout et tout. Il ne doit pas regarder LCI.
- Alice Clergeau, Les Républicains : « Je suis Charentaise », proclame cette doctorante en droit à qui on déjà fait observer qu'un adjectif s'écrit sans majuscule et reproché d'ignorer l'énorme violation du droit que représente l'invasion de l'Ukraine.
- Thomas Mesnier, sortant, urgentiste, macroniste tendance Édouard Philippe (Horizons).
- Olivier Nicolas, informaticien, Lutte ouvrière. Travailleuses, travailleurs.
- René Pilato, enseignant, LFI, tout gratuit, taxons les riches. Vive les soignants antivax.
- Dominique Souchaud, Cap 21 : « 100 % charentais », grand-père... il a toutes les qualités.

29 janvier 2023 : second tour

Le candidat macroniste Mesnier se ressaisit, évoque la guerre d'Ukraine dans son journal de campagne, dans le débat avec son adversaire et dans sa profession de foi. La profession de foi de René Pilato, qui « doit tout à l'Éducation nationale », se résume à tract d'agit-prop contre la réforme des retraites.



Après avoir élu en 1939 Marcel Déat, professeur,
qui ne voulait pas mourir pour Dantzig,
les Angoumoisins portent au pinacle René Pilato, professeur,
qui ne veut pas mourir pour l'Ukraine
ceci avec 71,23 % d'abstention pendant que les Ukrainiens meurent pour défendre
la démocratie.

26 janvier 2023

Manuel Bompard (France insoumise) déclare qu'il n'est pas certain qu' « une puissance nucléaire comme la Russie [soit] prête à accepter une défaite militaire ». D'où la nécessité d'« un dialogue sans préalable » avec Poutine. Mais ce dialogue ne pourra aboutir que si les Russes retirent leurs troupes du territoire ukrainien. Autrement dit, il faut négocier avec la Russie parce qu'elle ne peut accepter la défaite mais la paix passe par l'acceptation de cette défaite ! Qui dit mieux ?

9 février 2023 :

Visite de Zelensky au Parlement européen à Bruxelles : Bardella l'applaudit debout. Mieux vaut ne pas jouer les moutons noirs.

Le 22, il s'explique dans l'*Opinion* : « Il y a eu une naïveté collective à l'égard des ambitions de Vladimir Poutine ». Il va jusqu'à affirmer qu' « Il n'y aura pas d'issue à ce conflit sans le retrait des troupes russes et sans le retour à une souveraineté pleine et entière de l'Ukraine ». Cette déclaration restera sans lendemain.

27 mars 2023 :

Lors d'un *face-à-face avec Bardella sur LCI*, Attal rappelle que le programme du RN prévoit une alliance avec la Russie et en déduit que si M^{me} Le Pen avait été élue en 2017, on ne livrerait pas des armes à l'Ukraine mais à la Russie.

29 mars 2023

L'Assemblée nationale déclare que l'[Holodomor](#)
(la grande famine en Ukraine en 1932-1933) fut un génocide

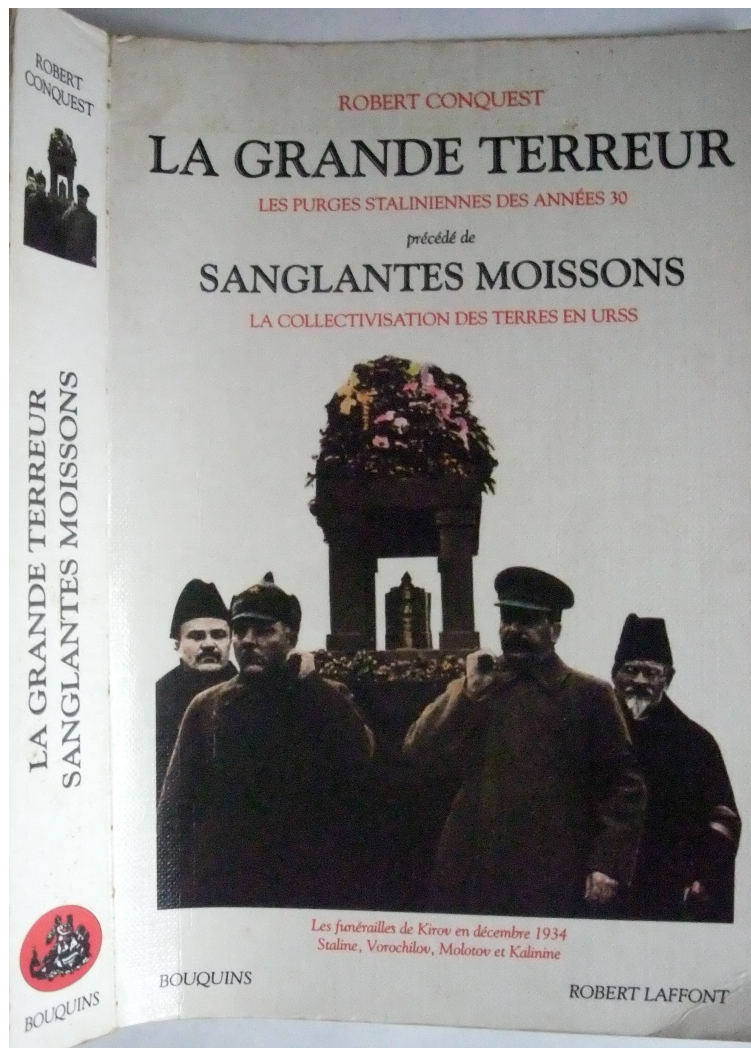
Pour 168

Contre : 2 (PCF)

N'ont pas pris part au vote : 403, dont tous les députés L.F.I.

Un petit tiers des députés R.N. a voté pour.

On peut se permettre quelque fantaisie sur un front froid.



À différentes reprises, Éric Brunet a déploré sur LCI l'absence de recherches en France sur l'Holodomor. C'est surtout son ignorance qu'il devrait incriminer. Nous lui conseillons en particulier cet ouvrage de l'historien anglais Robert Conquest dans lequel on peut lire : « L'utilisation du mot « famine » devint très vite un délit passible de trois à cinq ans de prison. » (p. 336)

13 avril 2023

La complaisance du Rassemblement national pour la Russie et son hostilité consécutive à l'OTAN sont telles que la Première ministre italienne d'extrême droite Georgia Meloni refuse toute alliance avec ce parti et que M^{me} Le Pen est [obligée de se rabattre sur Salvini](#), valet notoire du Kremlin.

Quant aux promesses du Rassemblement national en matière d'immigration, elles valent ce qu'ont valu celles de Meloni aux prises avec les problèmes d'une population vieillissante.

9 mai 2023

Inscription du Groupe Wagner
sur la liste des organisations terroristes
de l'Union européenne
Quels députés ne l'ont pas votée ?

TEXTE DE LA RÉSOLUTION

Le 9 mai 2023, l'Assemblée nationale a adopté, par 331 voix pour et 0 contre, l'inscription du groupe Wagner, de Prigojine, sur la liste des organisations terroristes de l'Union européenne.

Cependant, 246 députés n'ont pas pris part au scrutin, dont 36 sur 75 de La France Insoumise et 35 sur 88 du Front national.

Depuis le 24 février 2022, ces deux formations — qu'on peut qualifier de *partis de l'étranger* et de vassaux de toutes les dictatures — ont mis en garde contre les risques de cobelligérance, sachant bien que *ne pas livrer d'armes à l'Ukraine, c'était livrer l'Ukraine à la Russie*.

En avril et mai 2022, Marine Le Pen a qualifié l'OTAN d'organisation belliciste, proposé que la France en quitte le commandement intégré et travaille, après la fin de la guerre, à un rapprochement de l'OTAN avec la Russie.

Le 30 novembre 2022, la France insoumise et le Front national se sont abstenus sur la résolution condamnant la guerre menée par la Russie et affirmant le soutien de l'Assemblée nationale à l'Ukraine.

Le 6 mai 2023, le président du Front national, Jordan Bardella, après avoir applaudi Zelensky au Parlement européen, est allé rencontrer à Budapest tous les valets européens de la Russie, à commencer par Orbán lui-même.

La classification du groupe Wagner comme organisation terroriste a sans doute paru à ces formations une occasion de se refaire une beauté à peu de frais.

Encore cela ne s'est-il pas accompli sans contorsions risibles, et dignes des arguties du PCF de la grande époque, comme celles d'Ersilia Soudrais (LFI), regrettant qu'on ne s'attaque pas en même temps aux armées privées américaine et canadienne.

LES 36 ABSENTIONNISTES DE LA LFI

Nadège Abomangoli Seine-Saint-Denis 10^e.
Gabriel Amard Rhône 6^e.

Farida Amrani Essonne 1^{re}.
Christophe Bex Haute-Garonne, 7^e.
Louis Boyard Val-de-Marne 3^e.
Sophia Chikirou Paris 6^e.
Hadrien Clouet Haute-Garonne 1^{re}.
Sébastien Delogu Bouches-du-Rhône 7^e.
Caroline Fiat Meurthe-et-Moselle 6^e.
Perceval Gaillard La Réunion 7^e.
Mathilde Hignet Ile-et-Vilaine 4^e.
Rachel Keke Val-de-Marne 7^e.
Bastien Lachaud Seine-Saint-Denis 6^e.
Maxime Laisney Seine-et-Marne 10^e.
Élise Leboucher Sarthe 4^e.
Jérôme Legavre Seine-Saint-Denis 12^e.
Sarah Legrain 16^e.
Carlos Martens Bilongo Val d'Oise 8^e.
Élisa Martin Isère Isère 3^e.
William Martinet Yvelines 11^e.
Frédéric Mathieu Ile-et-Vilaine 1^{re}.
Damien Maudet (Haute-Vienne 1^{re}.
Jean-Philippe Nilor Martinique 4^e.
Danièle Obono Paris 17^e.
Nathalie Oziol Hérault 2^e.
François Piquemal Haute-Garonne 4^e.
Loïc Prud'homme Gironde 3^e.
Jean Hugues Ratenon La Réunion 5^e.
Sébastien Rome Hérault 5^e.
François Ruffin Somme 1^{re}.
Aurélien Saintoul Hauts-de-Seine 11^e.
Michel Sala Gard 5^e.
Danielle Simonnet Paris 15^e.
Mathias Tavel Loire-Atlantique 8^e.
Aurélien Trouvé Seine-Saint-Denis 9^e.
Paul Vannier Val d'Oise 5^e.

LES 35 ABSENTIONNISTES DU RASSEMBLEMENT NATIONAL

Franck Allisio Bouches-du-Rhône 12^e.
Christophe Barthès Aude 1^{re}.
Romain Baubry Bouches-du-Rhône 15^e.
Pierrick Berthloot Nord 15^e.
Frédéric Boccaletti Var 7^e.
Pascale Bordes Gard 3^e.
Roger Chudeau Loir-et-Cher 2^e.
Nathalie Da Conceicao Carvalho Essonne 2^e.
Jocelyn Dessigny Aude 5^e.
Sandrine Dogor-Such Pyrénées-Orientales 3^e.
Christine Engrand Pas-de-Calais 6^e.
Grégoire de Fournas Gironde 5^e.
Thibaud François Nord 17^e.
Thierry Frappé Pas-de-Calais 10^e.
Franck Giletti Var 6^e.

Christian Girard Alpes-de-Haute-Provence 1^{re}.
Florence Goulet Meuse 2^e.
Daniel Grenon Yonne 1^{re}.
Michel Guiniot Oise 6^e.
Marine Hamelet Tarn-et-Garonne 2^e.
Joris Hébrard Vaucluse 1^{re}.
Timothée Houssin Eure 5^e.
Laure Lavalette Var 2^e.
Hervé de Lépinau Vaucluse 3^e.
Katiana Levavasseur Eure 2^e.
Philippe Lottiaux Var 4^e.
Alexandra Masson Alpes-Maritimes 4^e.
Nicolas Meizonnet Gard 2^e.
Joëlle Mélin Bouches-du-Rhône 9^e.
Yaëlle Menache Somme 5^e.
Pierre Meurin Gard 4^e.
Stéphane Rambaud Var 3^e.
Julien Rancoule Aude 3^e.
Béatrice Roullaud Seine-et-Marne 6^e.
Alexandre Sabatou Oise 3^e.

GAUCHE DÉMOCRATIQUE ET RÉPUBLICAINE
17 ABSENTS SUR 22 : UN RECORD

Moetai Brotherson Polynésie française 3^e.
Jean-Victor Castor Guyane 1^{re}.
Steve Chailloux Polynésie française 3^e.
André Chassaigne Puy-de-Dôme 5^e.
Elsa Faucillon Hauts-de-Seine 1^{re}.
Sébastien Jumel Seine-Mme 6^e.
Emeline K/Bidi La Réunion 4^e.
Karine Lebon La Réunion 4^e.
Tematai Le Gayic Polynésie française 1^e.
Yannick Monnet Allier 1^{re}.
Marcellin Nadeau Martinique 2^e.
Stéphane Peu Seine-Saint-Denis 2^e.
Fabien Roussel Nord 20^e.
Nicolas Sansu Cher 2^e.
Jean-Marc Tellier Pas-de-Calais 3^e.
Jiovanny William Martinique 1^{re}.
Hubert Wulfranc Seine-Mme 3^e.

EN OUTRE

Écologie NUPES 12 absents sur 23.
Parti socialiste 17 sur 31.
LIOT (Libertés, indépendants d'outre-mer, territoires) 12 absents sur 20.
Les Républicains 26 absents sur 62.
Horizons (Édouard Philippe) 12 sur 29.
Modem (Bayrou) 26 sur 51.
Renaissance (macronistes) 49 sur 171.

1^{er} juin 2023 :
Rapport de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale
sur les ingérences étrangères

[Tome 1](#)

[Tome 2](#)

8 novembre 2023
[DÉCLARATION DES DÉPUTÉS L.F.I.](#)

Agitant le risque d'escalade vers une guerre totale, les députés L.F.I. membres de la commission des Affaires européennes (Gabriel Amard, Rodrigo Arenas, Manuel Bompard, Sophia Chikirou-la-douce, la charmante trotskiste Danièle Obono, Nathalie Oziol) condamnent « avec fermeté les agissements de l'armée russe » — sans prononcer le mot invasion — et persistent dans un **verbiage pacifiste et non-aligné**, demandant à la France qu'elle redouble d'efforts diplomatiques pour amener Poutine à la négociation, repoussant le plus possible l'intégration de l'Ukraine à l'U.E. ⁴ et s'opposant à son adhésion à l'OTAN.

En clair : division du camp occidental, démilitarisation de l'Ukraine, refus — travesti en abstention — du soutien à Kyiv, tout ce que souhaite Poutine, ou presque.

23 novembre 2023

[Marine Le Pen se félicite de la victoire de Geert Wilders](#), politicien néerlandais hostile à toute aide à l'Ukraine :

« Je le félicite de sa victoire parce que Geert Wilders et son mouvement sont des alliés du Rassemblement national. Ils participent du groupe Identité et démocratie au parlement européen et ils démontrent que de plus en plus de pays au sein de l'Union européenne contestent son fonctionnement — et il y a vraiment de quoi — et souhaitent que l'on puisse à nouveau maîtriser une immigration qui est considérée par beaucoup de peuples européens comme massive et totalement anarchique. »

fin décembre 2023 : Front du Nord-Est,
Les vérités de Looping,
opérateur français de drones en Ukraine depuis mars 1922
Cinq mois à Bakhmut
(interviewé par Xavier Tytelman)

⁴ « La perspective ouverte d'adhésion de l'Ukraine à l'U.E. ne pourra être posée qu'à l'issue d'un long processus de réformes internes, notamment en termes de lutte contre la corruption, de transparence dans les marchés publics et de réforme du système judiciaire. »

« C'est, déclare-t-il, une guerre d'un autre temps. Les Russes vivent vraiment dans un autre temps. Grâce à leur propagande, grâce à leur côté arriéré, ils sont capables d'une mobilisation du siècle dernier et nous pas. »

En Ukraine, il y a plein de choses qui me pètent les couilles. Que je ne cautionne pas, qui ne me vont pas. Mais c'est un combat qui dépasse l'UKR.

Je suis là pour l'Ukraine mais je suis surtout là pour la France.

Je ne comprends pas qu'il y ait en France des mouvements sincèrement patriotiques, certains diront très à droite, qui ne comprennent pas que la Russie nous veut du mal, ici en Europe, nous veut du mal en Afrique, nous veut du mal. Ça fait chier, mais il faut se battre, se préparer au moins à leur faire comprendre que s'ils vont plus loin, ils vont ramasser. Il y a des guerres justes et c'en est une. On sauve des valeurs, on sauve un idéal.

Ça me fait rire quand j'entends des gens qui disent : les mecs qui se battent là-bas, ce sont des fous furieux ou des idéalistes. Moi, je pense qu'un bon soldat, c'est un peu des deux. Avoir un idéal, c'est pas un gros mot.

En France, on a beaucoup de gens, des mélenchonistes qui font des vidéos, les nuits debout, les Femen. Ici, j'en ai pas beaucoup vus. La task force vegane, connais pas.

3 décembre 2023

Le député LFI René Pilato dans ses œuvres

Il nous revient de divers côtés que René Pilato est un garçon sympathique.

C'est du moins ce que nous disent certains de ses électeurs.

L'un, de la Libre Pensée, n'éprouve aucune gêne à voter pour un parti qui piétine la laïcité depuis des années en assimilant toute critique de l'islam à de la xénophobie et à du racisme.

Un deuxième, dont la fille est mariée à un Ukrainien, ne s'était pas aperçu que la LFI s'est abstenue de voter une motion de soutien à l'Ukraine.

Un troisième nous explique que les guerres, il y en a beaucoup, et d'ignorées, et que celle d'Ukraine, ce n'est qu'une de plus parmi d'autres.

Tel autre, marié à une infirmière, vote pour un parti ouvertement antivax.

Untel n'aime pas Poutine mais doute qu'on puisse le contrer.

Voici un retraité de la fonction publique qui a été syndiqué pendant des décennies à la CFDT. Il ignore qu'à la LFI, il n'y a ni adhérents, ni sections, ni congrès, ni vote. Il a vu de grands meetings à la télévision. Il a pris ça pour des congrès.

Marcel Déat ? Ils ne savent même pas qui c'est.

Tous ont de légitimes sujets de mécontentement : l'hôpital ne va pas bien, Mesnier traînait les pieds devant le droit à mourir dans la dignité. Cela les autorise à voter pour des admirateurs de Fidel Castro et du président à vie Chavez, quand ce n'est pas de la Chine ou de la Syrie !

C'est la définition d'un parti protestataire, sa fonction tribunitienne comme on disait savamment jadis.

Votez **pour** quelque chose, par exemple cette bricole qu'est l'Union européenne ? Ils en tomberaient presque à la renverse.

Passons sur les abstentionnistes, comme cette petite-fille d'un réfugié politique italien :

— Parce que vous croyez qu'on est encore en démocratie ?!

Ou ce fils d'un réfugié politique espagnol :

— Nos politiciens sont si médiocres !

Moins que vous, en tous cas, messieurs-dames !

René Pilato déclare tout devoir à l'Éducation nationale. Ce *tout* est *peu*. Il maîtrise l'agit-prop, qui ne demande pas des compétences exceptionnelles. Sa profession de foi se résumait à un tract contre Macron et la retraite à 64 ans. De Macron cependant, il adopte le pire : Twitter.

Insoumis, il est en extase devant le Chef et en défend toutes les outrances. Exemple :
Le 3 décembre 2023, le Chef s'en prend à la journaliste Ruth Elkrief, originaire comme lui du Maroc, avec son sens de la nuance habituel : « Manipulatrice. Si on n'injurie pas les musulmans, cette fanatique s'indigne. ». Marine Tondelier (EELV) lui répond : « Efface » et demande ironiquement l'instauration d'un « compte pénibilité pour les partenaires de Jean-Luc Mélenchon ». C'en est trop pour Pilato :

« Jadot a mal effacé EELV. Tu vas effacer ce qui reste. N.B. : Donner des ordres à un insoumis, qui plus est Jean-Luc Mélenchon, relève uniquement de l'utilisation des réseaux pour exister... Aucune argumentation... »

Sympa ce Pilato !

3 janvier 2024
(LCI, 18 h 47)

Plus les actes publics du R.N. sont éclatants, moins on les voit
On préfère le roman d'espionnage

David Pujadas titre : On va se poser une question grave qui est agitée par les partisans d'Emmanuel Macron : Le Rassemblement national est-il une *courroie de transmission* pour reprendre l'expression de la commission d'enquête parlementaire, un agent d'influence de la Russie ? L'accusation est relancée par une enquête du *Washington Post* qui se concentre à 90 % sur la France.

Et d'enchaîner par le détournement par Loïc Signor (porte-parole de Renaissance) d'une cérémonie de vœux qui fait parler Marine Le Pen en russe.

D'emblée, on constate que l'approche est doublement biaisée puisque Pujadas n'aborde pas directement la question de la nature du Rassemblement national mais qu'il la considère à travers les accusations des macronistes, et d'eux seuls. C'est d'ailleurs une posture récurrente de L.C.I. (et de beaucoup d'autres médias) : on a l'impression de somnambules qui ne s'intéressent pas aux actes du R.N. et ne sont réveillés que par des propos polémiques concernant des faits remontant à plusieurs mois et qu'ils entreprennent seulement alors de vérifier.

Que dit l'enquête de Catherine Belton, auteur de *Les hommes de Poutine. Comment le KGB s'est emparé de la Russie avant de s'attaquer à l'Ouest* ?

C'est un jeune journaliste inconnu, probablement un stagiaire, Hugo Barbot (?), qui est chargé de répondre, choix pour le moins curieux sur un dossier aussi sensible :

Que la Russie, en la personne de Serguei Kiriyenko, vise particulièrement la France pour affaiblir son soutien à l'Ukraine. Ses mots d'ordre sont clairs :

- les sanctions à l'encontre de la Russie nuisent au commerce ;
- les fournitures d'armes à l'Ukraine ont pour effet de désarmer la France ;
- la France court un risque d'affrontement direct avec la Russie.

Commence alors une digression sur les actions de désinformation bien connues de la Russie : amplification des réactions à la mort du jeune Naël, affaire des tags antisémites, faux comptes pro-russes, faux articles du *Parisien*...

— En quoi cela concerne-t-il le R.N. ? demande Pujadas.

— Catherine Belton a longuement rencontré Jean-Luc Schaffhauser qui soutient qu'il faut changer tout le gouvernement de l'Europe, forger une alliance avec la Russie.

Barbot interroge alors Andréa Kotarac [transfuge de la France insoumise...] : « Je travaille pour Marine Le Pen, je suis au R.N. depuis 2019, je n'ai jamais vu ni entendu parler de Jean-Luc Schaffhauser. Donc, il n'y aucun lien entre Marine Le Pen et Jean-Luc Schaffhauser, ni aucun lien entre le R.N. et la Russie. »

C'est d'ailleurs là un élément à souligner : l'élection de gens jeunes, n'ayant qu'une faible expérience politique, ignorant le passé de leur propre parti.

Pujadas : Les ponts auraient donc été coupés. Et Mariani ? Il a voté contre toutes les sanctions.

Alors que les groupes parlementaires R.N. au Parlement européen et à l'Assemblée nationale votent en chœur, on les réduit à un seul homme, que Pujadas va ensuite, sans le moindre fondement, isoler du reste de la troupe.

Le prêt russe en 2014 ? Le F.N. à l'époque n'a pu trouver d'argent qu'auprès de la Russie. Le parti, écartait tout risque d'ingérence et évoquait un simple prêt. Et pourtant, le parti évoque maintenant une libération liée au remboursement qui écarterait tout risque d'ingérence.

Il n'est pas explicitement précisé qu'en 2014, les banques françaises avaient blacklisté le F.N., pas rappelé que le Parti militait alors contre l'euro et pas la moindre allusion n'est faite à ses multiples prises de position pro-russes de l'époque sur l'annexion de la Crimée, etc.

— Qu'en est-il des positions sur le fond du R.N. ? demande Pujadas.

L'analyse des positions du R.N. sur le fond va se réduire à une déclaration de Giacobelli, à laquelle il n'est d'ailleurs pas répondu, et à l'évocation de la visite de Marine Le Pen à Poutine !

Côté R.N., déclare Barbot, on assume le fait d'avoir voulu éviter des dures sanctions contre la Russie mais selon lui dans l'intérêt de la France.

Extrait d'une interview de Giacobelli, porte-parole du R.N. à Sud Radio (sans date) :

— On nous reproche d'avoir condamné le fait que certains embargos seraient inutiles ; les faits nous ont donné raison. La Russie aujourd'hui est en croissance, elle continue d'exporter des énergies, ces énergies continuent d'arriver en France par des moyens détournés, la seule différence, c'est que les Français les paient plus cher. Donc tout ça est une cabale. Il y a un agresseur et un agressé. Si la Russie nous avait donné nos éléments de langage, je ne crois pas que nous dirions ça. »

Pas un mot des votes à l'Assemblée nationale et au Parlement européen, des déclarations contre la cobelligérance, contre la livraison de chars, de la célébration de Geert Wilders hostile à toute aide à l'Ukraine, des connexions avec Orban et Trump... !

Pujadas entame alors un tour de table.

François Heisbourg : la fausse déclaration de Marine Le Pen en russe m'a absolument terrifié, parce qu'elle était parfaite. Faux magistral. Dans une campagne électorale, ce genre de choses risque de faire des ravages.

Cette surprise est un peu surprenante, le trucage ayant été réalisé à l'aide d'un nouveau logiciel dont Pujadas avait lui-même présenté les performances quelque temps plus tôt.

Heisbourg décoche ensuite une bonne critique :

— Côté un peu français : tant que la presse étrangère n'en a pas parlé, c'est pas vraiment important. Quand l'assemblée nationale a fait une commission d'enquête sur les ingérences étrangères il y a six ou sept mois disant que le R.N. avait servi de courroie de transmission...

— *avait servi*, au passé, interrompt Pujadas.

— ça n'a pas provoqué une tempête politico-médiatique. Maintenant, le *Washington Post* s'y est mis, alors là, tout d'un coup, on se réveille. Tant mieux ! Mais ça ne serait aussi pas mal de temps en temps que l'on prenne au sérieux ce qui se fait en France. Ce n'est pas un scoop que nous livre le *Washington Post*. Le *Washington Post* est en train de nous dire : oui vous aviez raison il y a six mois.

Je ne vois pour l'instant aucun signe d'un changement substantiel de la position du Rassemblement national par rapport à la Russie. M. Bardella avait, il y a quelques mois, tenu des propos qui laissaient penser qu'il pouvait y avoir une évolution en disant : Nous avons été naïfs au R.N. par rapport à Poutine. Mais il est tout de suite revenu à l'orthodoxie.

Bardella a en réalité parlé d'une « naïveté collective ».

Il faut partir du principe que c'est un parti de l'étranger.

Pujadas, incrédule : Un parti de l'étranger ...

— Oui, un parti de l'étranger, comme le Parti communiste sous Staline et au temps de la guerre froide.

Pujadas : Mais il y avait des liens organiques, il y avait des transferts d'argent.

— Là aussi : le fameux prêt !

— Pujadas : il a été soldé ! C'est ce que dit Marine Le Pen !

Pujadas à Ulrich Bounat : Vous diriez « parti de l'étranger » ?

Bounat : Une partie des cadres du Front national [sic] — Thierry Mariani est l'exemple typique — partage les idées poussées par la propagande russe, et pas seulement du Rassemblement national d'ailleurs, on peut citer d'autres partis d'extrême droite ou d'extrême gauche : une politique anti-impérialiste, en tout cas anti-américaine, la défense des valeurs traditionnelles...

Pujadas : Malgré tout, le discours des dirigeants du R.N. n'est plus complètement ceux de Mariani ⁵.

Bounat : ce sont quand même des thèmes qui parlent à l'extrême droite et à l'extrême gauche. Le deuxième point : c'est que la Russie, son objectif, d'une manière générale, c'est d'affaiblir l'Occident. Elle le fait de deux façons : en soutenant des partis nationalistes dans toute l'Europe, et par des campagnes de propagande qui appuient sur les fractures internes, tout ce qui polarise la population, émeutes, gilets jaunes.

Un démenti qui est une confirmation... à condition de savoir écouter :

Gilbert Collard (Reconquête) : « Je n'ai jamais vu, du temps où j'y étais, d'allégeance à Moscou. J'ai vu au contraire une recherche d'équilibre et une volonté de ne pas hurler avec les loups. C'est l'intérêt de personne non plus de rompre les ponts diplomatiques avec la Russie. Il faudra bien à un moment donné si l'on veut la paix des gens pour parler avec la Russie. Pour faire la paix, il faut des interlocuteurs. »

Personne ne pointe ce que peut avoir d'absurde une politique d'équilibre entre les U.S.A., la Russie et la Chine, entre une démocratie et des régimes totalitaires, tous beaucoup plus peuplés que la France, préalablement isolée et affaiblie par sa sortie de l'OTAN et la dénonciation de ses traités avec l'Allemagne et la Grande-Bretagne.

On passe ensuite à la rencontre Marine Le Pen-Poutine à Moscou pendant la campagne présidentielle de 2017.

Pujadas : Mais ce que dira le R.N., c'est qu'elle avait cherché à rencontrer à Washington le président des États-Unis qui était Donald Trump. Car nous, on veut un équilibre.

Il ne manque plus que Xi-Jinping et Kim il-Sung.

Pas un mot de sa dénonciation des sanctions lors de cette rencontre, ni des ses visites officielles.

Pujadas : il y a les idées, qui peuvent choquer, et puis, il y a le lien et le relais d'influence. Il faut faire la différence.

⁵ Lors du premier débat télévisé à huit de la campagne pour les Européennes, organisé par LCP le 16 mars 2024, toutes les têtes de liste étaient présentes, sauf Bardella remplacé par... Thierry Mariani, lequel a réaffirmé son approbation du « rattachement » de la Crimée à la Russie et son soutien au président syrien Bachar-el-Hassad, déclaré que Poutine ne menaçait pas l'Europe, tout en prétendant que le R.N. défendait l'Ukraine.

Rim Momtaz : il faut différencier en gros de recevoir des éléments de langage et de les répéter. Ça, je crois que ça n'est pas le cas. Par contre, ils partagent une certaine vision de la souveraineté, de ce que l'Europe devrait être et de la Russie comme partenaire diplomatique. C'est quelque chose qu'on retrouve au Rassemblement national. On le retrouve aussi dans une partie de l'élite des affaires, dans certains milieux culturels...

Pujadas : ... dans des milieux militaires...

Rim Momtaz : Je serais prudente sur les accusations de recevoir des éléments de langage écrits au Kremlin et envoyés au Rassemblement national. Tant que je n'ai pas les preuves, je ne peux pas faire ces accusations.

Le colonel Michel Goya se réfugie dans les généralités : on semble découvrir que certains pays peuvent essayer d'influencer la politique d'autres pays autrement que par la guerre. Je me souviens des affiches de Georges Marchais en 1981 sur lesquelles étaient tagués systématiquement : « Affiche payée par le million de Moscou. »

Pujadas : que certains pays essaient d'influencer, c'est une chose ; la questions est de savoir si de grands partis les relayent.

Michel Goya : Oui, il y a des agents d'influence payés, professionnels, qui sont là pour transmettre de l'influence, des éléments de langage, il y en a, assez peu, mais il y en a ; et puis il y a une poutinophilie d'atmosphère, comme dit Gilles Keppel, où des gens adhèrent, des idiots utiles, dans tous les milieux. Il y a eu un ancien chancelier et un ancien Premier ministre qui font du business avec la Russie. La Russie finance les partis qui peuvent lui être utiles.

10 janvier 2024 :

Le conseil de sécurité de l'ONU condamne les attaques des Houthis en mer Rouge par 11 voix et quatre abstentions : Russie, Chine, Mozambique, Algérie.

14 janvier 2024 :

APPEL DES EURODÉPUTÉS
POUR UN SOUTIEN ACCRU À L'UKRAINE
[ici](#)

Divers médias francophones recopient la même dépêche indiquant que « les cinq principaux groupes du Parlement européen ont signé un texte commun appelant les 27 à tenir leurs promesses et assurer un soutien militaire durable et à long terme à l'Ukraine ». Mais, **alors que le Rassemblement national est largement en tête des intentions de vote pour le scrutin de juin, pas un seul média ne se donne la peine de mentionner qui s'est abstenu de signer.** Or, il s'agit, bien entendu, des gauchistes du GUE/NGI et du groupe Identité et démocratie constitué par les formations suivantes : Rassemblement national (France), Lega (Italie), AfD (Allemagne), FPÖ (Autriche) — nostalgiques de Mussolini et d'Hitler — SPD (Pologne), DF (Norvège), Vlaams Belang (Belgique), EESTI (Finlande) et Vrijheid (PB).

16 janvier 2014 :

Emmanuel Macron annonce la fourniture de 40 missiles SCALP par mois à l'Ukraine alors que la Russie a tiré 122 missiles dans la nuit du 28 au 29 décembre.

18 janvier 2024

Vote du Bundestag sur la fourniture de missiles de croisière Taurus à l'Ukraine

485 voix contre (les sociaux-démocrates, les Verts, l'Afd d'extrême droite...).

178 pour (la CDU-CSU qui n'a pas fait le plein puisqu'elle dispose de 197 sièges).

Trois abstentions.

Au moins, il y a vote, contrairement au parlement français. **Des débats à l'Assemblée nationale permettraient de sensibiliser le public et de démasquer le jeu pervers du R.N. et de la L.F.I.**

Les missiles Taurus sont un peu plus puissants et vont un peu plus loin que les Storm Shadow et les SCALP fournis par la Grande-Bretagne et la France. Ils permettraient de détruire le pont de Kertch alors que les seconds ne peuvent que frapper les ponts reliant la Crimée à l'Ukraine, plus faciles à reconstituer.

L'Allemagne démontre qu'elle reste une puissance vassale des États-Unis et qu'elle n'ose pas encore prendre ses responsabilités dans un cadre européen. Comme son maître, elle craint sans doute qu'une défaite de Poutine engendre le chaos en Russie. Elle apporte cependant une aide conséquente à l'Ukraine, notamment en moyens anti-aériens.

28 janvier 2024 :

La loi immigration, après l'invalidation de 35 articles sur 86 par le Conseil constitutionnel, continue de faire des vagues. Dans son émission *En Société*, sur La Cinq, à 18 h., Karim Rissouli parle de l'invalidation d'articles instaurant la préférence nationale. Ses invités, la sociologue Dominique Schnapper (fille de Raymond Aron) et le journaliste Éric Fottorino, ne le contredisent pas. Dimanche dernier, dans *Questions politiques*, sur *France-Info*, à midi, même chanson. S'adressant à la ministre de l'égalité hommes-femmes Aurore Bergé, Claire Gatinois, du *Monde*, parle d'une « loi qui emprunte clairement à la préférence nationale. » La présentatrice, Carine Bécart, revient un peu plus tard à la charge : d'après Terra Nova, la loi reprend 14 des 15 propositions du Rassemblement national. Or, **la préférence que renforce cette loi n'est pas nationale mais européenne**, et même européenne *largo sensu* car les Britanniques bénéficient d'un traitement de faveur. Hélas, dans sa réponse, Aurore Bergé ne fait à aucun moment le distinguo, accreditant ainsi le confusionnisme qu'entretiennent à dessein le R.N. et la L.F.I.

Les mêmes sondages qui nous disent que les Français approuvaient en grande majorité cette loi ajoutent qu'ils ne savent pas très bien ce qu'il y a dedans ! Pour notre part, nous ne voyons pas en quoi retarder l'attribution de l'allocation logement contribuera à renforcer l'intégration des immigrés ou favorisera leur accès à l'emploi. Veut-on que nos aide-soignantes couchent sous les ponts ?

16 février 2024 :

Assassinat d'Alexandre Navalny par Poutine.

Qui veut faire l'ange fait la bête. Au 18 h. de LCI, le présentateur, Emmanuel Ostian (Institut d'études politiques de Grenoble, Centre de formation des journalistes, Paris), a maintes fois expliqué qu'il ne fallait pas parler d'un assassinat car on ignorait les circonstances exactes de sa mort. Il interrompait même ses invités comme Galia Akerman pour les mettre en garde contre une accusation aussi imprudente.

Aboyant avec la meute, le Rassemblement national a versé des larmes de crocodile. Mais, chose vraiment surprenante, aucun des eurodéputés RN n'avait voté en 2023 les [résolutions prises en faveur de Navalny et des opposants persécutés en Russie](#).

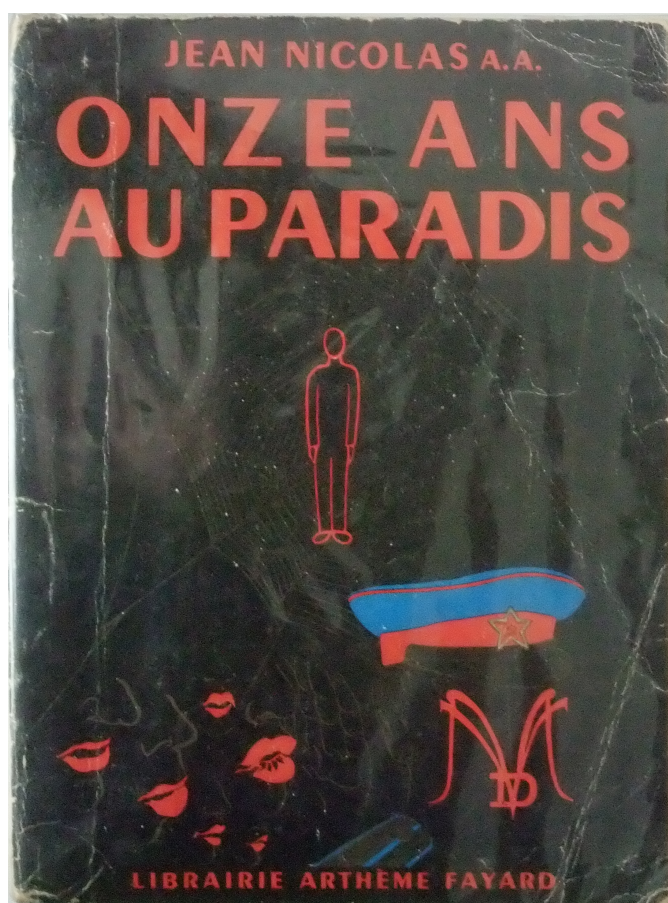
Lors de son procès pour «extrémisme» en juillet 2023, Navalny a dénoncé la guerre stupide et insensée de Poutine basée sur le mensonge.

Zelensky a averti les Russes : aux prochaines présidentielles, vous ne pouvez pas ignorer que vous allez voter pour un assassin.

Nous avertissons les électeurs du RN : le 9 juin prochain, vous ne pouvez pas ignorer que vous allez voter pour les valets d'un assassin.

On ne semble plus se souvenir qu'au début du mois de janvier 2023, environ 500 médecins russes avaient signé une pétition demandant que Navalny puisse recevoir les soins que son état comportait.

La réponse du despote a été de le faire transbahuter à Kharp, au-delà du cercle polaire, non loin de Vorkuta, un bain immortalisé dans les années 1950 par un curé français, Jean Nicolas, dans *Onze ans au paradis*.



23 février 2024

Bulgarie ([Euractiv](#)) : un parti pro-Poutine rejoint le groupe parlementaire du Rassemblement national au Parlement européen.

26 février 2024

ALL OPTIONS ARE ON THE TABLE

À la suite d'une conférence internationale de soutien à l'Ukraine ayant réuni à l'Élysée les dirigeants de 27 pays, Emmanuel Macron a déclaré lors d'une [conférence de presse](#) que « la défaite de la Russie est indispensable à la sécurité et à la stabilité en Europe. »

14' « Tout a été évoqué ce soir de manière très libre et directe. Il n'y a pas de consensus aujourd'hui pour envoyer de manière officielle, assumée et endossée des **troupes au sol**. Mais en dynamique, rien ne doit être exclu. Nous ferons tout ce qu'il faut pour que la Russie ne puisse pas gagner cette guerre. Je le dis ici avec à la fois détermination mais avec l'humilité collective qu'on doit avoir quand on regarde les deux années qui viennent de s'écouler. Beaucoup de gens qui disent « Jamais, jamais » aujourd'hui étaient les mêmes qui disaient il y a deux ans : « Jamais des tanks, jamais des avions, jamais des missiles à longue portée. » Je vous rappelle qu'il y a deux ans, beaucoup autour de cette table disaient : « Nous allons proposer des sacs de couchage et des casques » et aujourd'hui, ils disent : « Il faut faire plus vite et plus fort pour avoir des missiles et des tanks. » Ayons l'humilité de constater qu'on a souvent eu six à douze mois de retard.

Philippe Ricard (*Le Monde*)(19') : À propos de l'envoi éventuel de troupes au sol, vous dites que ça a été évoqué. Est-ce que vous pourriez préciser par quels pays ça a été évoqué, quels sont les pays qui envisageraient de le faire à titre bilatéral et pourquoi la France n'y est pas favorable à ce stade.

« Je n'ai absolument pas dit que la France n'y était pas favorable ». Je ne lèverai pas l'ambiguïté des débats de ce soir en donnant des noms. Je dis que ça a été évoqué parmi les options ». [...] Ce sur quoi la France maintiendra sa position, c'est une ambiguïté stratégique que j'assume. Rien ne doit être exclu pour poursuivre l'objectif qui est le nôtre. »

Alors que Poutine nous menace sans retenue, cette réplique est on peut plus opportune. Elle aurait davantage de poids si la France aidait l'Ukraine à la hauteur de son poids en Europe. Mais l'autocrate sait maintenant qu'il ne fait plus peur.

Le chancelier allemand Scholtz a cru devoir démentir Macron à trois reprises au nom des membres de l'OTAN. Il a été imité par la plupart des autres leaders européens, prêts à se battre jusqu'au dernier Ukrainien.

Les munichois poussent alors des cris d'orfraie, **bien que le verbatim de Macron ne soit disponible nulle part, sauf sous forme de bribes.**

Du côté, de la L.F.I., Mélenchon dénonce une folie, Coquerel des propos irresponsables, etc.

Côté R.N., Bardella estime que Macron perd son sang-froid et Sébastien Chenu soutient qu'« [il faut discuter avec la Russie pour la faire reculer](#) »

Fabien Roussel, pour le P.C.F., Olivier Faure, pour le P.S., MM. Ciotti et Retailleau, pour Les Républicains, y vont aussi de leurs protestations.

Déclaration d'Olivier Faure sur [BFMTV](#) le 27 février

« Le président de la République, à l'évidence, a commis une improvisation ou un propos d'une légèreté incroyable pour une chef de l'État. Le seul résultat aujourd'hui,

c'est quoi ? À un moment où la résistance ukrainienne a besoin d'être rassurée sur notre soutien, il a réussi à diviser l'Union européenne avec son intervention. Comment est-il possible d'avoir improvisé sur un sujet aussi grave laissant penser que nous pourrions devenir cobelligérant et entraîner le continent dans un conflit qui serait inévitablement un conflit d'abord européen et vraisemblablement mondial ? »

En réalité, les propos de Macron n'étaient nullement improvisés et lors de la conférence pour la sécurité à Munich le 16 février, plusieurs ministres admettaient qu'elle avait été évoquée, la Pologne étant intéressée au premier chef. Même si le Premier ministre polonais Donald Tusk a cru bon de le démentir... au risque d'être lui-même démenti peu après par son ministre des Affaires étrangères, [Radoslaw Sikorski](#), qui a notamment cité le précédent de la guerre de Corée.

Quoi que disent ces messieurs, une page est tournée : celle de la soumission.

27 février 2024

Enfin !

L'accord bilatéral de sécurité conclu par la France et l'Ukraine fera l'objet d'un débat et d'un vote au parlement.

Mardi 27 février 2024
ASSEMBLÉE NATIONALE

Le jeune [Bastien Lachaud](#) (France insoumise), ancien professeur d'histoire, ouvre le ban en se livrant à une charge violente :

« Le président Macron a évoqué la possibilité d'envoyer des troupes françaises en Ukraine. Nous serions alors de fait en guerre avec la Russie. Deux puissances nucléaires qui s'affrontent sur le territoire d'un tiers. Ce n'est pas une option, c'est une escalade incontrôlée, irresponsable et insensée qui menace gravement la paix. Le Président prétend créer de l'ambiguïté stratégique : mais il n'est pas ambigu, il est léger, désinvolte, inconséquent, bref irresponsable. Déjà, en Suède, le Président a proposé de partager la dissuasion nucléaire avec des nations européennes. Une absurdité contraire à la doctrine française qui en sape la crédibilité.

Macron n'a nullement proposé de partager la dissuasion. Il a seulement rappelé une évidence : que l'Europe fait partie de nos intérêts vitaux, sans plus de précision.

Un accord de défense a été signé avec l'Ukraine, une nation en guerre. C'est inédit. Quand le parlement pourra-t-il ratifier cet accord ? Etc.

[DUEL MARINE LE PEN-GABRIEL ATTAL](#)

(verbatim réalisé par nous-même, l'officiel n'étant pas encore paru le lendemain soir)

Marine Le Pen, habitant à Neuilly, naguère (et encore ?) dans une partie du château de Montretout, arraché par son père à l'industriel Lambert. Député d'Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais) :

M. le Premier ministre,

Le premier devoir d'un pays, c'est de ne disposer de la vie de ses soldats que pour défendre son indépendance, ou pour préserver son intégrité ou alors de les engager si, dans le cadre d'une alliance, des obligations ont été contractées. Mais là, sur un terrain extérieur, il faudrait intervenir alors que nos intérêts vitaux ne sont pas engagés, il faudrait intervenir militairement avec nos soldats. Alors, on me dit que c'est dans l'intérêt de l'humanité, mais quel est donc ce droit divin qui a fait de la France le soldat de toutes les justes causes dans le monde alors que le seul empire mondial existant, les États-Unis, s'y refusent. À l'heure où tant de personnes, y compris des responsables politiques, parlent de la guerre avec tant de désinvolture, la chef de l'opposition que je suis ne peut rester silencieuse devant les propos d'une extrême gravité tenus hier soir par Emmanuel Macron et je trouve que les propos de François Mitterrand à propos de ceux qui souhaitaient envoyer des troupes en Bosnie, et que je viens de citer, sont d'une parfaite actualité. En parlant d'envoyer des troupes au sol, on a franchi une étape supplémentaire dans la cobelligérance, faisant planer un risque existentiel sur 70 millions de Français et plus particulièrement sur nos forces armées qui sont déjà déployées à l'Est de l'Europe. Les réactions internationales qui se multiplient démontrent que cette inquiétude se diffuse en Europe et dans le monde entier. Bien sûr, la constitution confie au président de la République, l'engagement des forces armées. Alors, M. le Premier ministre, je souhaite savoir si vous comptez porter la voix de millions de Français dont je me fais l'écho ici ?

Gabriel Attal, Premier ministre :

Madame la présidente Le Pen

On avait failli y croire, on a failli y croire quand vous dénonciez l'agression russe contre l'Ukraine alors même que vos députés européens ont systématiquement voté contre toutes les sanctions qui étaient proposées contre la Russie, contre les oligarques.

On avait failli y croire quand on vous a entendu rendre hommage avec le plus grand des cynismes à la mémoire d'Alexei Navalny alors que vos députés ont refusé de voter les textes qui étaient proposés au Parlement européen en soutien à cet opposant politique mort dans les geôles de la Russie. Et la réalité, M^{me} la présidente Le Pen, c'est que vous attendiez la première occasion de rappeler les fidélités qui sont les vôtres, la première occasion de montrer le vrai visage qui est le vôtre, le visage d'une responsable politique qui refuse tout simplement de reconnaître qu'il y a une guerre initiée par un pays autoritaire, un pays où les opposants meurent dans des geôles, c'est la Russie, qu'il y a une guerre imposée à l'Europe, qui frappe un pays, qui frappe une démocratie, c'est l'Ukraine. M^{me} la présidente Le Pen, vous refusez visiblement de voir que ce n'est pas seulement une guerre contre l'Ukraine qu'a engagée Vladimir Poutine, que c'est une guerre contre les valeurs qu'il exècre, les valeurs de la démocratie, les valeurs de la liberté. C'est une guerre de la Russie pour imposer la loi du plus fort, pour déchirer les règles internationales, pour remettre en cause la souveraineté des États, Si nous acceptons, si nous nous résignons, si nous détournons le regard, personne ne sait où la Russie s'arrêtera. Ce n'est pas un hasard si des pays historiquement neutres, je pense à la Suède et à la Finlande, font le choix de reprendre l'OTAN. Ce n'est pas un hasard, M^{me} Le Pen, si comme le rappelait le Président de la République hier, ce qui paraissait encore impossible pour l'Europe il y a deux, la livraison d'armes, s'est finalement réalisée. La Russie pensait envahir l'Ukraine en quelques jours, elle s'est heurtée à une résistance exceptionnelle du peuple ukrainien, et si nous vous avions écouté à l'époque, nous n'aurions pas accompagné les Ukrainiens contre cette agression. La Russie imaginait les démocraties faibles. Nous l'avons surprise par la force de notre réaction et de notre soutien aux Ukrainiens. Alors oui, le Kremlin mise sur la lassitude et sur l'usure. Alors oui, le Kremlin mise sur la complaisance de ceux qui l'ont soutenu, défendu, voire qui l'ont idolâtré. Alors oui, la Russie durcit le conflit, c'est le cas sur le terrain en Ukraine, c'est le cas sur son territoire avec une oppression de plus en plus forte. C'est le cas avec les autres nations. Cette guerre frappe durement l'Ukraine et les Ukrainiens. Mais la Russie a aussi choisi de s'en prendre à la France et aux alliés de la démocratie. Des manœuvres de déstabilisation informationnelle, et vous le savez, et vous ne les dénoncez jamais, des manœuvres d'ingérence, d'interférence ont été révélées ces derniers semaines : ça ne vous pose aucun problème. Cette entreprise de déstabilisation massive ne s'arrêtera pas, M^{me} Le Pen, si nous ne réaffirmons pas notre soutien plein et entier aux Ukrainiens pour se défendre ; c'est ce qu'a fait le Président de la République hier. M^{me} Le Pen, quand on regarde les positions qui sont les vôtres, qui ont été les vôtres, M^{me} Le Pen, vous défendiez une alliance militaire avec la Russie, pas il y a dix ans, pas il y a cinq ans, il y a seulement deux ans. C'était dans votre programme pour l'élection présidentielle. Si vous aviez été élue il y a deux ans, M^{me} Le Pen, on ne serait pas en train de fournir des armes aux Ukrainiens pour se défendre, on serait en train de fournir des armes à la Russie pour écraser les Ukrainiens ! Alors M^{me} la députée Le Pen, Madame la présidente Le Pen, vous m'interrogez sur une hypothèse de soldats français ou européens sur le sol ukrainien. Mais je vais vous le dire M^{me} Le Pen, quand on lit les enquêtes qui sont réalisées, encore celle du *Washington Post*, le 30 septembre dernier, il y a lieu de se demander si les troupes de Vladimir Poutine ne sont pas déjà dans notre pays. Je parle de vous et de vos troupes, M^{me} Le Pen !

Les attaques de Gabriel Attal sont à la fois insuffisantes et hasardeuses.

Insuffisantes car elles ne visent que le projet de rapprochement avec la Russie et non pas la politique globale du R.N. : équidistance à l'égard des grandes puissances, sortie du commandement intégré de l'OTAN, rapprochement avec la Russie, démantèlement de nos accords de défense avec l'Allemagne et la Grande-Bretagne.

Et hasardeuses en ce qui concerne d'éventuelles livraisons d'armes françaises à la Russie (encore que l'on ne puisse exclure).

Parfaitement fondées sur le fait que le R.N. constitue l'armée de Poutine en France.

Mercredi 28 février 2024

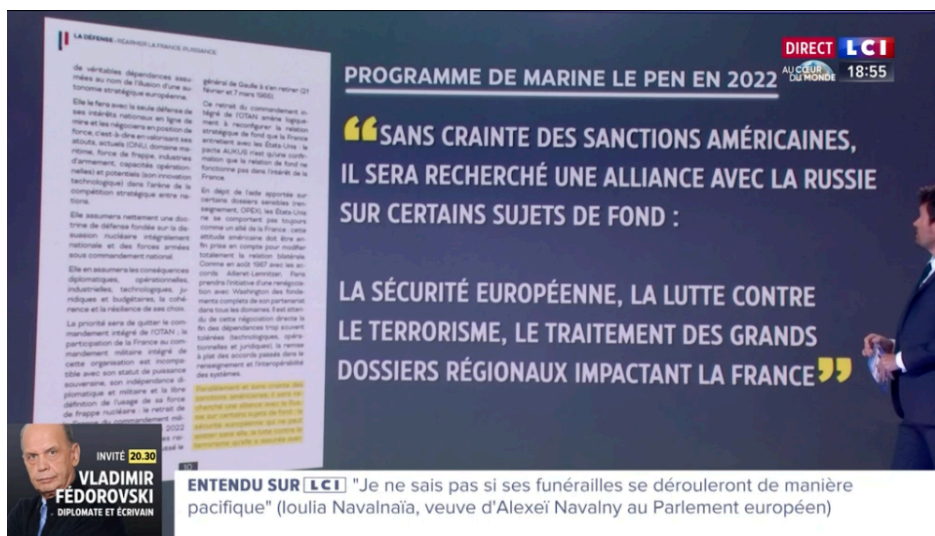
Pujadas revient [sur LCI vers 18 h 45](#), sur le duel de la vieille :

— Vous avez peut être été stupéfaits, en tout cas saisis, par la virulence des propos de Gabriel Attal. Le R.N. est-il oui ou non un relais de l'influence russe en France ?

Première question : quid du projet d'alliance russe ?

Quentin Berichel : eh bien ! c'est vrai. On est allé recherché dans les tiroirs le [programme Défense du Rassemblement national](#) et on lit à la page 10 « Sans crainte des sanctions américaines, il sera recherché une alliance avec la Russie sur certains sujets de fond : la sécurité européenne qui ne peut exister sans elle, la lutte contre le terrorisme qu'elle a assurée avec plus de constance que toute autre puissance, la convergence dans le traitement des grands dossiers régionaux impactant la France »

Les mots alliance militaire ne sont pas inscrits mais ça y ressemble beaucoup, surtout lorsqu'on parle de sécurité ou encore de terrorisme. Point étonnant de surcroît, ce programme a été publié avant l'invasion de l'Ukraine et n'a jamais été modifié depuis.



Cependant, M. Berichel ne mentionne ni ce qui précède — « la priorité sera de quitter le commandement intégré de l'OTAN » — ni ce qui suit : le

démantèlement des accords de défense avec l'Allemagne et la Grande-Bretagne.

Car, une fois de plus, on ne va pas voir directement ce que dit le R.N. mais on vérifie ce qu'en disent ses accusateurs, fussent-ils paresseux ou trop pressés.

Deuxième question : qu'en est-il du cousinage évoqué par Catherine Belton dans son enquête du *Washington Post*, citant Schaffhauser, Chauprade, Nicolas Bay et Tamara Volokhova ? La plupart ne sont plus au R.N.

Quid du prêt russe ? Il a été remboursé en septembre 2023.

Pas plus que dans l'émission du 3 janvier dernier, provoquée par les pseudos révélations du *Washington Post*, n'est rappelée l'hostilité du F.N. à l'euro à l'époque où il fut blacklisté par les banques françaises.

En visite au salon de l'agriculture, Marine Le Pen, la châtelaine élue des corons devenue la nouvelle star de la Coordination rurale, répond à Gabriel Attal. Elle dément être hostile aux sanctions contre la Russie. « Seulement, celles qui concernent l'énergie qui pénalisent les Français. »

C'est-à-dire le principal.

Sa déclaration ne fait l'objet d'aucun commentaire.

Or, [le 2 août 2022, lors d'une conférence de presse à l'Assemblée nationale](#), Marine Le Pen a bel et bien réclamé l'abandon des sanctions contre la Russie qui « ne servent strictement à rien », sauf à « faire souffrir » les Européens. « Je souhaite [que les sanctions] disparaissent pour éviter à l'Europe de se retrouver face à un black-out, notamment concernant les importations de gaz ».

« Il faut être vraiment de mauvaise foi pour ne pas constater que, contrairement aux rodомontades de notre gouvernement, l'économie russe n'est pas à genoux et n'est pas en cessation de paiement. Nous sommes beaucoup plus victimes de ces sanctions que ne l'est la Russie [qui] a trouvé d'autres clients et contourne les différents embargos. »

le 10 août 2022, le porte-parole du R.N., Laurent Giacobelli, demandait à son tour sur [France-Info](#) la levée de toutes les sanctions, et concluait : La France doit se tenir à équidistance des impérialismes et des grandes puissances. Le président de la République n'est plus reconnu comme un négociateur, notamment par la Russie, et c'est un problème. On parle beaucoup de livrer des armes mais pas de négociations, etc.

De son refus de livrer des armes, il n'est pas question.

Retour à l'accord de défense avec la Russie à travers une interview de Thierry Mariani : « Ce n'est pas un accord militaire en réalité. Si on veut une sécurité en Europe, il faut qu'il y ait tous les pays européens qui y prennent part. Quand on fait un accord, ce n'est pas toujours avec des gens avec lesquels on est tout à fait d'accord, etc. »

Le point-clef, la volonté de sortir du commandement intégré de l'OTAN, n'a pas encore été invoqué et ne le sera pas de toute l'émission !

Anne de Tinguy du Pouët se porte alors volontaire pour répondre à la question du R.N., relais de l'influence russe :

— Oui bien sûr. Depuis le début des années 2010, la Russie a fait une offensive pour s'allier avec tous les partis communistes (*sic*) européens. Jusqu'en 2022, ils se sont comportés comme des alliés du Kremlin, notamment en 2014 où ils ont soutenu l'annexion de la Crimée.

Pujadas : Mais depuis ? N'ont-ils pas évolué, tout comme Macron a évolué ?

— Leurs positions se sont infléchies, se sont adaptées mais leurs condamnations restent extrêmement ambivalentes. Ils slaloment dans le sens où va le vent.

Cette ambivalence domine les propos de Mariani qui condamne les crimes de guerre des deux côtés, partage la responsabilité du déclenchement de la guerre et critique de façon virulente les USA.

Les positions de départ n'ont pas vraiment changé. »

Comme le 3 janvier dernier, les invités sont déroutés par l'attitude du R.N. et n'arrivent pas à la définir comme une combinaison de condamnations en paroles et d'acceptation en fait.

Dominique Moïsi ne sera convaincu que lorsque Marine Le Pen se montrera aussi claire sur la guerre en Ukraine et sur la Russie que Georgia Méloni alors que son attitude ressemble plutôt à celle de Salvini.

Jean-Claude Beaujour considère que le fait que le prêt russe ait été remboursé n'a aucune importance. Ce prêt est en lui-même le signe d'une soumission à l'étranger car la législation française n'autorise que des financements par des citoyens français résidant en France.

L'un des porte-paroles du R.N., Andrea Kotarac plaide que devant la commission d'enquête sur les ingérences étrangères, les patrons de Tracfin, des renseignements intérieurs et extérieurs et de la commission des comptes de campagne ont tous juré leurs grands dieux qu'aucun parti en France n'était sous la houlette d'un pays étranger.

Michel Goya conclut : Le R.N s'aligne toujours sur la Russie avec un peu d'eau dans sa vodka, et Reconquête, de Zemmour, est encore plus proche de la Russie. Il y a une petite inflexion. Il continue à reprendre le discours russe avec des adaptations tactiques. On est dans une démocratie : les russophiles sincères doivent pouvoir s'exprimer. Le problème ne viendrait que s'il existait de véritables collusions personnelles.

Comme le 3 janvier dernier, on continue à ignorer largement **les actes les plus éclatants. Et en s'attardant sur de vieilles histoires de financement, on paraît ignorer que la meilleure des servitudes est la servitude volontaire.**

28 février 2024

[Le plan ukrainien pour dominer les airs](#), par Xavier Tytelman

La surestimation de la puissance russe et la sous-estimation de la puissance occidentale en termes de population et de budget de défense est une caractéristique centrale des munichois et autres paniquards qui se déchaînent depuis février 2022.

L'Ukraine veut acquérir cette année la domination des airs. Voici ce qui a déjà été fait :

Destruction des moyens de détection russe

- destruction du navire-amiral *Moskwa* en mer Noire (14 avril 2022) ;
- reprise de l'île aux Serpents (30 juin 2022)[\[rajouté par nous\]](#) ;
- destruction d'un [système de défense S-400 Triumf](#) installé près d'Olenivka, sur la péninsule de Tarkhankout, dans l'Ouest de la Crimée à l'aide d'un missile ukrainien Neptune perfectionné (23 août 2023) ;
- débarquement sur la pointe de Tarkankhut pour y détruire différents radars et notamment les RLS Kasta-2E2 (24 août 2023) ;
- reprise des plate-formes de forage pétrolier et gazier de Boyka raptées par la Russie en 2015 et servant de porte-hélicoptères et de centres de surveillance. L'Ukraine s'empare de précieux radars Neva (10 septembre 2023) ;
- la voie étant ouverte, destruction à l'aide de dix missiles SCALP/Storm Shadow du sous-marin *Rostov-sur-le-Don* et du chaland de débarquement *Minsk* dans le port de Sébastopol (10 septembre 2023) ;
- destruction d'un second système S-400 à Yevpatoria dans l'Ouest de la Crimée (14 septembre 2023) ;
- attaque à grande échelle contre la base aérienne de Saky où stationnaient 12 avions de combat (Su-24 et Su-30), un système de missiles Pantsir, une base d'entraînement d'opérateurs de drones Mojaher (21 septembre 2023) ;

— coup de maître : destruction du QG de la flotte de la mer Noire en pleine réunion d'état-major (23 septembre 2023). L'amiral Sokolov ne reparaitra que dans une visioconférence grossièrement truquée et une cérémonie... antérieure à l'attaque.

— raid en jet skis sur le cap de Tarkankhut : objectifs inconnus (probablement des systèmes de défense)(4 octobre 2023) :

— attaque contre le chantier naval de Kerch (est de la Crimée)(4 novembre 2023) ;

— destruction du navire amphibie *Novocherkassk* dans le port de Federosia (est de la Crimée)(26 décembre 2023) ;

— destruction d'un système de radar et d'un centre de communication de la 31^e Air Defense Division à Uytune, d'un poste de commandement de l'Air Defense Division à Ivo, d'infrastructures de défense sol-air à Simferopol, d'un dépôt de munitions à Pervomaïske et de dépôts de matériel militaire et de munitions à Hryshyne (4 janvier 2024) ;

— destruction du PC de la base aérienne de Saki, mort probable du lieutenant colonel du 43^e régiment d'aviation d'assaut naval autonome russe (5 janvier 2024) ;

Les Russes sont alors contraints de déployer un avion radar Iliouchine A-50 dont ils ne possèdent qu'une dizaine d'exemplaires dont trois modernisés seulement (contre une cinquantaine aux États-Unis, sans parler des appareils ottomans ou alliés). Un a déjà été endommagé en Biélorussie par une attaque de drones ukrainiens.

Embuscades aériennes

L'ennui est que les Ukrainiens tendent de véritables embuscades aériennes.

— le 13 mai 2023, cinq appareils sont abattus en un clin d'œil dans la région de Briansk dont un gros hélico Mi-8 à Klinty, 2 Mi-8, un Su-34 et un Su-35. Six mois plus tard, les Ukrainiens confirmeront qu'ils avaient utilisé une batterie Patriot normalement affectée à la défense des villes.

— en décembre, d'autres appareils russes sont abattus au-dessus de la mer Noire ou dans la région de Kherson par une batterie Patriot balladeuse.

— le 14 janvier 2024, les Ukrainiens auraient attiré l'avion-radar russe en allumant un radar de S-300, puis auraient déclenché leur batterie Patriot d'une portée supérieure. Résultat : destruction de l'AWACS russe avec à bord le général Oleg Pechella, commandant général de l'aviation à long rayon d'action, et sérieux dommages à un Iliouchine 22 obligé de se poser en catastrophe.

— le 24 janvier 2024, un Iliouchine 76 est abattu dans la région de Belgorod ;

— l'aviation ukrainienne ayant le champ libre reprend ses attaques en Crimée contre les bases aériennes de Saki et Belbeck — dans laquelle périt le général Alexandre Tatarenko — et un camp d'entraînement du GRU, le service des renseignements militaires, à Gvardiyskyi (31 janvier 2024)

— le 17 février 2024, l'Ukraine annonce que deux Sukoï 34 et un Sukoï 35 ont été abattus dans l'Est, à 140 km de la ligne de front, alors que les Patriot n'ont qu'une portée théorique de 150 km, signe que les Ukrainiens avancent leur batterie très près du front et que la portée des Patriot est un peu meilleure qu'annoncé.

— le lendemain, un Sukoï 34 et un Sukoï 35 sont abattus au-dessus de la mer Noire.

— le 23 février, les Ukrainiens parviennent à abattre l'avion-radar qui avait pris le relais du précédent et se tenait prudemment à 270 km de la ligne de front, à Trudovaya Armeniya, district de Kanevskoy (région de Krasnodar). Ils ont utilisé pour cela des missiles S-200 datant des années 1960, modernisés, et d'une portée de 300 km. Ils publient même la liste des 10 officiers du bord.

— dès lors, les Russes renoncent à déployer des avions-radar et la liste s'allonge rapidement des Sukoï obligés d'opérer à l'aveugle et descendus par les défenses ukrainiennes.

Au total, on aurait la preuve de la destruction de 62 radars, 212 lance-missiles et 105 aéronefs russes.

L'arrivée des F 16 va sérieusement aggraver la situation de l'armée russe.

Commentaire :

Tytelman ne mentionne pas la construction très avancée d'une usine de drones Bayraktar en Ukraine.

En attendant, l'aviation russe, dont les augures nous expliquaient qu'elle serait clouée au sol en trois mois par les sanctions, semble opérer avec une efficacité grandissante, utilisant notamment des bombes planantes à fragmentation de 500 kg qui rendent très difficile aux Ukrainiens de tenir les défenses qu'ils ont creusées en arrière d'Avdiivka. La situation est donc bel et bien critique.

Dimanche 3 mars 2024

RIDEAU DE FUMÉE

LE R.N. demande l'inscription de la dissuasion nucléaire dans la constitution

Le précédent du Parti communiste français en 1977

Le 11 mai, le comité central avait été convoqué pour entendre un rapport de Jean Kanapa essentiellement consacré aux problèmes de Défense. Nouveau coup de théâtre: le rapporteur et le secrétaire général [Georges Marchais], dans son discours de conclusion, s'étaient prononcés « pour la maintenance de l'arme nucléaire ⁶. ». **Ainsi le P.C.F., qui avait tant combattu la force de frappe française, se prononçait subitement en sa faveur.** Mais le plus étrange était encore le caractère contradictoire de l'argumentation et des propositions défendues en la matière par Jean Kanapa.

D'un côté, le rapporteur se prononçait « pour le maintien de l'aptitude opérationnelle de l'arme nucléaire (ce qui implique son entretien et l'inclusion des progrès scientifiques et techniques) au niveau quantitatif défini par les seules exigences de la sécurité et de l'indépendance du pays » : ce qui semblait logique si l'on entérinait ce tournant en faveur de l'armement thermonucléaire. Mais, d'autre part, l'homme de confiance du secrétaire général expliquait gravement que « la décision d'emploi de l'arme nucléaire ne peut être laissée à un seul homme, le président de la République — comme c'est le cas aujourd'hui ». Voyant dans cette situation « un risque considérable pour le pays et pour la paix du monde », Jean Kanapa demandait que la décision de recourir à l'arme thermonucléaire soit de « la responsabilité d'un haut comité spécial, constitué du président de la République, du Premier ministre et du ministre de la Défense nationale, de ministres représentant la coalition gouvernementale et du chef d'état-major général ». Or, céder à cette demande formulée par la direction du P.C.F. revenait très exactement à se priver de toute possibilité effective de dissuasion, compte tenu du fait que tous les experts savaient qu'une décision, en cas d'attaque nucléaire, devrait obligatoirement être prise en quelques minutes. Cela revenait exactement à doter d'une main une personne menacée d'une arme, tout en lui ôtant de l'autre les moyens de s'en servir, au vu et au su de ceux qui pourraient éventuellement la menacer. De même, la revendication d'un système de détection radar et de surveillance totalement indépendant de l'O.T.A.N., ainsi que la condamnation particulièrement énergique de « toutes formes de défense européenne commune », suspecte d'ouvrir

⁶ Ce changement spectaculaire de politique survenait peu après un autre tournant non moins spectaculaire qui avait vu le secrétaire général annoncer que le Parti ne s'opposerait plus à l'élection du Parlement européen au suffrage universel, alors qu'il expliquait, quelques mois auparavant, que le P.C.F. « ne changerait jamais » sur cette question.

« à la R.F.A. l'accès à l'armement atomique ⁷ », donnent à penser que cette démarche, qui semblait s'inscrire **dans la perspective d'une arrivée au pouvoir**, tenait tout autant compte de la pression soviétique. C'est là plus qu'un soupçon quand on sait que la direction du P.C.U.S. avait adressé, à la veille de la session du Comité central qui entendit ce rapport de Jean Kanapa, une nouvelle lettre mettant en garde contre les tentations de l'antisoviétisme en matière d'armement nucléaire ⁸.

Malheureusement, on ne connaît pas le détail de cette mise en demeure et tout ce qu'on en sait, c'est que le Comité central la repoussa.

(Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du parti communiste français*, t. 3, Paris, Fayard, 1982, p. 273-274).

7 mars 2024

Réception des chefs de partis par Macron à propos de l'aide à l'Ukraine

La meute se déchaîne contre Macron. Passons sur les munichois, écoutons Marine Tondelier pour les Verts :

« On a l'impression qu'il s'aligne sur Vladimir Poutine en disant que puisque lui est sans limites, nous devons être sans limites aussi. [...] C'est une formule qu'il a déclarée pour, quelque part justifier d'avoir mis sur la table la possibilité d'envoyer des troupes en Ukraine, et d'avoir fait ça à l'emporte-pièce sans prévenir ses partenaires français ni européens [CQFD], ni même le principal intéressé [?]. On parle de Vladimir Poutine qui a l'arme nucléaire et menace de s'en servir. Il faut être très très précautionneux quand on emploie le mot "sans limites" entre puissances nucléaires. Beaucoup de Français doivent être très préoccupés autant que nous le sommes par cette déclaration. En tant qu'écologistes, en tant que pacifistes, en tant qu'humanistes, ça ne peut pas être la ligne de mon mouvement. »

À vrai dire, Poutine ayant depuis longtemps menacé du pire, on ne voit pas très bien en quoi les propos de Macron aggravent la menace nucléaire. Au demeurant, il est invraisemblable que la Russie puisse mettre ses menaces à exécution tant que ses intérêts vitaux ne seront pas menacés, et ils ne le seront pas par des troupes en Ukraine. C'est le principe même de l'équilibre de la terreur. D'autre part, tout en affirmant qu'il ne se fixe pas de lignes rouges, Macron se refuse à brandir la menace nucléaire.

Olivier Faure en remet une couche :

« Nous avons essayé de lui expliquer que, loin d'avoir construit une ambiguïté et créé de la dissuasion vis-à-vis de Vladimir Poutine, il avait au contraire offert une clarté inédite à Poutine puisque l'ensemble de ses alliés ont expliqué qu'ils n'iraient pas mettre de soldats en Ukraine. Donc tout ça est contre-productif. »

Sauf que les démentis des Alliés ne créent aucune *clarté inédite* puisqu'ils ne font que répéter ce qu'ils ont toujours dit, alors que la déclaration de Macron constitue bel et bien un élément nouveau.

[Les illusions persistantes et stupéfiantes de Pujadas \(L.C.I.\)](#)

Ouvrant son 18 h. sur « : *Ni limite, ni ligne rouge* : Tous contre Emmanuel Macron », Pujadas interroge le général Trinquand qui soutient le Président, se dit désolé de ce tohu-bohu et le relativise : « Le rôle des opposants, c'est de s'opposer. »

⁷ Jean Kanapa déclarera à ce propos : « Nous n'accepterons jamais que l'Allemagne fédérale ait accès aux armes de destruction massive sous quelque forme et sous quelque prétexte que ce soit », ce qui évoque jusque dans la forme les violentes réactions antiallemandes des dirigeants soviétiques — dont on sait à quel point ils se disent traumatisés par les souvenirs de la Seconde Guerre mondiale.

⁸ Selon le témoignage de François HINCKER in *Le Parti communiste du carrefour*, p. 169.

Pujadas. — Cela n'a pas toujours été le cas, il faut quand même le noter sur cette guerre en Ukraine. Pendant longtemps, *ils* ont dit : Oui, il faut soutenir et livrer des armes à l'Ukraine (9'57).

Ce « ils » nous laisse perplexe.

Et voici qu'il précise : « Je ne défends pas les oppositions mais, jusqu'à présent, elles réagissaient sur : faut-il livrer des armes à l'Ukraine ? D'ailleurs, on entendait des nuances : certains disaient oui mais pas trop, ça dépend lesquelles, et notamment du côté de la F.I. ou du R.N. » (14'38).

Or, **jamais la L.F.I. et le R.N. n'ont approuvé la moindre aide à l'Ukraine**. Ils se sont toujours abstenus ou ont voté contre.

Mais pas un de ses invités (Rim Momtaz, Sarah Daniel, Dominique Moïsi, Dominique Trinquand) ne relève cette énormité.

Suit un diatribe dérisoire de Dominique de Villepin qui reproche à Macron de semer la zizanie en Europe tout en s'appliquant lui-même à saisir le moindre prétexte pour semer la zizanie en France.

Retenons plutôt cette déclaration du général de Gaulle en pleine crise de Berlin :

— À un certain point de menace de la part d'un impérialisme ambitieux, tout recul a pour effet de surexciter l'agresseur, de le pousser à redoubler sa pression et, finalement, facilite et hâte son assaut. » (5 sept. 1961).

7 mars 2024

Discours de Valérie Hayer, tête de liste Renaissance, à Lille
L'HEURE EST GRAVE

Européenne fervente mais pas eurobéate
(extraits relatifs à la Russie et à la guerre d'Ukraine)

Nous sommes face à une crise géopolitique faisant ressortir les fantômes du passé. Ce qui se joue en Ukraine est bien plus qu'une guerre territoriale. Qui pourrait croire que Poutine s'arrêterait là ? Comment l'Europe se remettrait-elle d'avoir laissé l'Ukraine être anéantie à ses portes ? Hier, Daladier et Orban ; aujourd'hui Le Pen et Orban, les mêmes mots, les mêmes débats. Nous sommes à Munich en 1938. Les somnambules ne veulent pas voir par confort ou par calcul. Le R.N. prétend défendre nos valeurs matin, midi et soir. Mais à la première secousse de l'histoire, ce sont les premiers à sombrer dans la soumission ! Pas nous ! Voilà pourquoi nous devons lutter contre l'entrée et l'entrisme des amis de Poutine au Parlement européen. À les écouter, ils s'en défendent toujours. Mais regardez ce qu'ils votent, loin des caméras. La politique est affaire de sincérité et de vérité. Les traîtres et les menteurs doivent être démasqués.

Nous serons toujours les premiers à soutenir le président Zelensky et tous les Ukrainiens parce qu'ils se battent pour leur liberté, et pour nos libertés. Parce que eux, c'est un peu de nous ; ce sont des héros, ce sont nos héros : acclamons-les !

C'est une part de notre destin collectif qui se joue aujourd'hui.

Ne croyons pas que nous sommes immunisés contre les grandes colères qui s'expriment partout, qui montent dans le cœur des peuples avec l'envie de tout envoyer balader comme Outre-Manche, comme peut-être bientôt encore outre-Atlantique.

L'heure est grave.

Nous entrons dans une période électorale qui semble autoriser toutes les démagogues les approximations, les mensonges... qui en inventant une fable selon laquelle notre majorité aurait souhaité la dépénalisation du viol, une période où l'on peut faussement s'émouvoir de la mort d'Alexeï Navalny, sans avoir jamais, jamais, voté un seul texte pour le soutenir.

Je parle ici de l'assassinat d'un combattant de la liberté.

Du père à la fille, de la sortie de l'Europe à celle de l'euro, de l'écu au vaccin russe, de l'hommage au Brexit à la sortie des traités, du Frexit affiché au Frexit déguisé : qui comprend encore ce que nous raconte l'extrême droite ?

Ces élections sont les plus importantes de notre histoire.

Le choix : renforcer notre Europe ou abdiquer face à ceux qui veulent l'abattre.

Lutter ou renoncer face à ceux qui veulent nous intimider.

Mesurons la gravité de la période que nous traversons

Ne baissons pas la tête face à l'ogre russe et face à l'impérialisme chinois.

11 mars 2024 ([LCI](#), [22 h. 15](#))

Yves Thréard (*Le Figaro*)(à propos du prochain vote sur le traité franco-ukrainien) :

— Macron fait aussi de la politique intérieure. Son intention est de montrer qu'il y a une ligne de fracture, qui sera plus ou moins marquée, entre ceux qui sont à fond derrière Zelensky et l'Ukraine, et puis d'autres forces politiques, notamment le R.N. qui ont dit plusieurs fois qu'ils étaient assez méfiants de l'engagement et qui sont réputés avoir eu des relations avec Vladimir Poutine qui sont aujourd'hui plutôt difficiles à porter, sauf que, apparemment si l'on en croit les sondages, ça n'a pas de portée parce que les Français ne tiennent pas rigueur au R.N. d'avoir eu des positions un peu je dirais ambiguës (*sic*) vis-à-vis de Moscou. D'ailleurs (s'adressant à Bastien Lachaud, L.F.I.), c'est vrai pour votre parti aussi qui a été plusieurs fois accusé de faire le jeu de Moscou.

Lachaud : Accusé, sans aucun élément (*sic*) mais néanmoins vous relayez l'accusation !

Thréard : Vous êtes champion là-dessus. Moi, je fais du journalisme. Accusé, ça ne veut pas dire que vous êtes coupable ! (*On est soulagé*)

Lachaud : Merci de le reconnaître car nous avons été les premiers à dénoncer l'invasion de l'Ukraine par la Russie (?) et nous avons constamment soutenu la juste cause ukrainienne (!) et nous continuons à le faire (!), sauf que nous ne pensons pas qu'il faille le faire dans les termes que le fait (*sic*) aujourd'hui le président Macron. Et madame Genetet, ça ne me rassure pas qu'on dise : puisque c'est une armée professionnelle, on peut l'envoyer, c'est pas grave. [...] 1° L'armée professionnelle, c'est des enfants de Français et 2° ce n'est pas ça le problème. Le problème, c'est l'escalade, alors que la France devrait œuvrer à une solution pacifique... Typiquement, nous devrions avancer sur une conférence de paix au niveau européen. Je ne suis pas sûr que Poutine ne veuille pas négocier.

Anne Genetet (députée Renaissance) : Vous lui avez parlé ? Vous l'avez écouté ?

Lachaud : Nous devons avancer sur une solution pacifique car il n'y aura pas de solution militaire à ce conflit. Il n'y a jamais eu de solution militaire à aucun conflit au XX^e siècle, à part la Seconde Guerre mondiale quand nous avons marché avec des tanks sur Berlin. Il n'est pas envisageable de marcher aujourd'hui avec des tanks sur Moscou parce que Moscou a l'arme nucléaire.

C'est bien pourquoi personne ne l'envisage.

Donc, il n'y aura pas de reddition sans condition de la Russie. Donc, il y aura négociation. Donc, il faut qu'on aide l'Ukraine pour qu'elle soit dans les meilleures conditions pour négocier. Mais je ne suis pas sûr que dans un an, dans deux ans, dans trois ans, l'Ukraine sera en meilleure posture qu'aujourd'hui pour négocier... Il y a une chose qui est très simple : c'est l'autodétermination des peuples. Faisons des référendums sur les territoires occupés...

Anne Genetet : — Eh ben voyons !

— Ah bon ! Vous êtes contre ?

Anne Genetet : Non, mais il y en a eu un que je sache...

— Ils seront organisés par l'OFCE

Anne Genetet : — Puisque Poutine déclare que ces territoires sont russes, vous pensez qu'il va laisser faire un référendum sur un territoire russe. Moi, je comprends pas.

Intéressante cette idée d'un référendum sous contrôle international dans les zones occupées par la Russie, zones qui avaient librement voté en 1991 pour l'indépendance de l'Ukraine, zones où les populations ukrainiennes ont été massacrées, déportées, chassées, zones colonisées et annexées à la Russie, y compris les parties jamais occupées. A-t-on organisé un référendum en Alsace-Moselle après l'Armistice de 1918 ?

Thréard. — Vous me faites un peu penser à ce que Mitterrand disait au Bundestag en 1984.

Lachaud. — Que disait-il ?

Thréard. — Les missiles sont à l'Est et les pacifistes sont à l'Ouest.

Anne Genetet plaide pour la poursuite du soutien à l'Ukraine.

Lachaud. — Au risque d'un conflit nucléaire sur le territoire européen ? [...] La victoire militaire ukrainienne est impossible...

Éric Brunet. — Les Afghans ont battu la Russie, les Vietnamiens ont battu les États-Unis d'Amérique dans les années 1970.

12 mars 2024

Vote consultatif de l'accord de défense franco-ukrainien

(France-Inter, 12 mars 2024)

Yannick Jadot (sénateur Les Verts) : « Dans notre V^e république, c'est le domaine réservé du président de la République qui conduit une diplomatie en solitaire, une diplomatie qui divise, une diplomatie qui fait que la France ne pèse pas comme elle devrait peser en Europe, et qui là, à mon avis, a commis une faute politique très grave, c'est de toucher à l'unité européenne, à l'unité du soutien à l'Ukraine, en faisant une déclaration sur un sujet qui mérite d'être posé, mais pas dans ces conditions, pas dans une diplomatie des coups de com' », etc.

Curieux « coup de com' » que ces propos peu payants électoralement.

Le surlendemain, la Première ministre estonienne [Kaja Kallas](#) a refusé de fournir à son opposition de droite des garanties sur le non-envoi de forces en Ukraine, tandis que les critiques se multiplient en Allemagne contre la frilosité de Scholtz.

Le président letton [Edgars Rinkēvičs](#) déclare : « Nous ne devons pas tracer de lignes rouges pour nous-mêmes, nous devons tracer des lignes rouges pour la Russie et nous ne devons pas avoir peur de les faire respecter. »

Le 16, la ministre des affaires étrangères finlandaise [Elina Valtonen](#) refuse de discuter de l'envoi de troupes pour le moment mais ne l'exclut pas à long terme.

Déclaration de Benjamin Haddad,
chercheur en relations internationales,
député de Paris XIV^e,
coordinateur des porte-paroles du groupe Renaissance à l'Assemblée nationale,
président du groupe d'amitié France-Ukraine
[France-Info, midi](#)

... C'est un moment de clarification et de vérité qui va mettre tout le monde devant ses responsabilités. On a l'un des débats de politique étrangère les plus importants de notre génération à l'Assemblée nationale et un parti, le Rassemblement national, qui

prétend à gouverner notre pays, nous dit qu'il s'abstient. La vérité, c'est que, depuis deux ans, le R.N. s'est opposé à toutes les mesures de soutien à l'Ukraine. Il s'est opposé aux sanctions économiques, il s'est opposé aux livraisons d'armes. Si le R.N. avait été au pouvoir, on aurait laissé mourir les Ukrainiens.

Émilie Tran Nguyen : Jordan Bardella a déclaré ce matin qu'il était pour l'aide à l'Ukraine mais qu'il ne voulait pas donner un blanc seing à Emmanuel Macron.

Benjamin Haddad : Je suis très surpris d'entendre Bardella dire régulièrement qu'il faut fixer des lignes rouges à la France mais jamais qu'il faut fixer de lignes rouges à Vladimir Poutine et à son agression.

Émilie Tran Nguyen : La France insoumise va s'abstenir ou voter contre.

Benjamin Haddad : La France insoumise s'est alignée sur la propagande russe depuis des années. C'est Jean-Luc Mélenchon qui, en 2014 déjà, au moment de l'annexion de la Crimée, avait dit : c'est toujours ça que l'OTAN n'aura pas, qui parlait de la présence de néo-nazis à Kiew. La France insoumise, à l'Assemblée nationale comme au Parlement européen, s'est refusée de voter toutes les résolutions de soutien, y compris l'aide financière, à l'Ukraine.

(LCI, 18 h. 36)

Pujadas : premier débat (*sic*) à l'Assemblée nationale sur le soutien à l'Ukraine depuis le début de la guerre. Invité pour le commenter : Frédéric Encel, bien connu pour avoir proclamé jusqu'au dernier jour sur France-Info, en février 2022, qu'il *ne croyait pas un instant* à une attaque russe contre l'Ukraine.

Résultats du vote à l'Assemblée nation
sur le traité de défense franco-ukrainien

Pour : 372.

Contre : 99 (75 La France insoumise et 22 Gauche démocratique et républicaine (communistes et apparentés))

Abstention : 99 (les 88 R.N. et 11 Les Républicains sur 62).

Tableau des pertes endossés par le CAC 40 en Russie : 23,4 MdE

4 déc. 2024 :

I'AXE ROUGE-BRUN
DIT AUSSI NOUVEAU PACTE GERMANO-SOVIÉTIQUE
FAIT TOMBER LE GOUVERNEMENT BARNIER

« Tous nos remerciements à Marine, Jean-Luc et Olivier » (Vladimir, Kim et Xi)

SUICIDE DE LA DÉMOCRATIE

AUSSI TOXIQUE QUE L'ALGORITHME DE TIK-TOK, LA SONDAGITE

L'ignorance du programme du R.N. atteint des proportions abyssales, y compris dans les couches supérieures de la population et chez les commentateurs, par exemple Lou Fritel, de *Paris-Match* (Bolloré), qui estime que les lepénistes souffrent d'un *mépris de classe*.

Comment en est-on arrivé à transformer des bouffons en alternative crédible ?
Très largement au moyen des sondages d'opinion.

Comme leur nom l'indique, ces sondages ne visent jamais à mesurer le niveau de connaissance du public ⁹ et à le corrélér aux intentions de vote.

Il est d'ailleurs manifeste que la plupart des sondeurs ne connaissent à peu près rien du programme du R.N.

L'inconscient américain des sondeurs

Ils ne considèrent pas les gens comme des citoyens à placer devant leurs responsabilités mais comme des consommateurs innocents dont il faut solliciter les doléances.

Leurs sondages ne portent jamais sur des questions du type :

— Lorsqu'on est favorable à l'euro, est-il cohérent de voter pour un parti dont l'article 1 est la sortie de l'euro ?

Non, car ce qui n'est pourtant qu'une question de logique élémentaire serait perçue comme une question orientée. Et que les sondeurs ont besoin de réponses aussi simplistes que leurs questions.

Pas davantage demandera-t-on :

— La France s'étant opposée à l'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN, a-t-elle une responsabilité particulière envers ce pays ?

— Approuvez-vous le fait que la France viole régulièrement ses engagements européens en matière monétaire ?

— Vous paraît-il crédible de parler comme le R.N. de maintien du pouvoir d'achat alors que la France va pour la première fois emprunter plus de 300 MdE ?

Ce sont là des questions incongrues qui n'effleurent pas le cerveau des sondeurs ¹⁰.

Par contre, on sera inondé de questions du genre :

— Quelle est votre personnalité préférée ?

— Quelle personnalité détestez-vous le plus .

— Pour qui comptez-vous voter dans cinq ans ?

— Quelle est votre principale préoccupation : le pouvoir d'achat ou l'immigration ?

On peut affirmer que l'angle des sondeurs privilégie l'expression de la protestation et favorise donc les partis protestataires.

⁹ Qui révélerait un niveau considérable d'ignorance : c'est ainsi qu'un correspondant que j'avais relancé au sujet de l'Ukraine m'assura qu'il regardait L.C.I. et savait bien que les « Ukréniens » étaient en guerre (5 déc. 2024).

¹⁰ Comme Jérôme Sainte-Marie qui a sévi pendant des années dans les médias avant de devenir responsable de la formation des cadres du Rassemblement national.

Parfois, le sondeur manifeste un vague remords. Ainsi, face à l'ampleur du déficit public, à la dégradation de la note de la France :

— C'est vrai que nous n'avons pas beaucoup interrogé les Français sur le sujet (Bernard Sananes, *C dans l'air*, 14 décembre 2024).

Ce serait une entreprise herculéenne que de comparer le temps réservé aux commentaires de sondages, au défilé en boucle de résultats de sondages en bas des écrans, avec celui consacré à l'exposé des programmes. Nul doute que le résultat en serait des plus calamiteux.

Ajoutons-y les couvertures de magazines, les fonds d'écran géant (nous nous souvenons d'une émission politique de France 2 au cours de laquelle le ministre de l'agriculture de l'époque, Stéphane Le Foll, s'exprima pendant de longues minutes sous l'image tutélaire de Marine Le Pen, ce qui, au prix de la publicité télévisée, représente un beau cadeau), l'allusion incessante au Rassemblement national dans des émissions de radio, le harcèlement d'invités avec des questions concernant le R.N. arrivant comme des cheveux sur la soupe, des politiciens eux-mêmes largement conditionnés et compénétrés par le monde journalistique : voici les recettes de l'algorithme nocif des médias français.

La mayonnaise ayant fini par prendre, la réussite volant au secours du succès, la boucle est bouclée avec le leader populiste réduit à une caricature de sondage :

— Nous avons parlé au Premier ministre de ce qui préoccupe nos électeurs : le pouvoir d'achat, l'immigration (Marine Le Pen, 16 décembre 2024).

Il nous est arrivé de mettre sous le nez d'un informaticien qui s'apprêtait à voter R.N. (la « nouvelle droite ») son ubuesque programme défense. Réponse :

— Ce n'est pas grave. Ils n'appliqueront pas leur programme.

En effet, ils appliqueront probablement le programme de la SOFRES.

« Le R.N. s'oppose à tous les projets franco-allemands, en particulier au futur avion de combat (SCAF), et je ne suis pas sûre que les électeurs du R.N. le sachent » (Hélène, Miard-Delacroix, spécialiste des relations franco-allemandes, *C dans l'air*, 21 décembre 2024)

Nouvel exemple de complaisance envers le Rassemblement national

Luc Ferry,
ancien ministre de l'Éducation nationale,
essayiste cataractif,
interviewé par Darius Rochebin sur LCI, 29 déc. 2024, 19-20 h.

• Elon Musk soutient l'extrême droite en Europe, y compris l'A.F.D. allemande. Une vidéo truquée le montre en train d'embrasser Georgia Melloni. Qui va l'emporter à l'avenir ?

— Melloni et ses semblables, bien sûr.

• Vous pensez à Marine Le Pen ?

— Bien sûr. Mais il y a des différences avec Melloni : Marine Le Pen est favorable à l'I.V.G. alors que j'ai entendu dans des écoles catholiques dénoncer la loi de la juive Weil. Elle s'est immédiatement démarquée de l'A.F.D. sur la question de la présence de néo-nazis et de leur projet de réémigration. C'est une vraie républicaine : elle ne veut

pas prendre le pouvoir par la force. À cet égard, elle m'inquiète beaucoup moins que Trump. Il ne lui manque plus, pour asseoir sa crédibilité, qu'un programme économique libéral favorable aux entreprises.

Cela dit, elle ne pourra se représenter qu'une foi et elle n'est forte que de la nullité de la droite traditionnelle sur les questions migratoires. C'est pourquoi je soutiens Retailleau, ministre de l'Intérieur.

Pas un mot de politique étrangère et de défense, pas une pensée pour l'Ukraine, de la part de ce personnage qui a table ouverte sur LCI tous les dimanches soirs depuis des années.

Sarah KNAFO
eurodéputée Reconquête

Cette belle brune, née en 1993 dans une famille juive sépharade chassée du Maroc par la guerre des Six-Jours, n'en finit pas de remâcher sa rancœur contre l'islam, qui, certes, n'en donne que trop d'occasions.

Auditrice à la Cour des comptes, elle ne manque ni de lettres — ou plutôt d'un vernis littéraire —, ni de repartie. Tel communicant la cite même en modèle. Hélas ! Grenouillant dans les eaux trumpistes et muskiennes, elle n'a guère de consistance ¹¹. Exemples tirés de l'émission *Questions politiques* (France-Inter — France-info), 4 mai 2025 :

Sarah Knafo ne dit pas ouvertement qu'il faut abandonner la Crimée à la Russie mais qu'elle ne verrait aucun inconvénient à ce que la Crimée revienne à l'Ukraine si ses habitants le décidaient. Or, tout le monde sait quelle serait l'issue d'un tel scrutin puisque les précédents habitants ont largement été chassés et remplacés par de nouveaux venus de Russie.

Ennemie jurée de la France insoumise, Sarah Knafo utilise en définitive le même argument que les mélenchonistes qui préconisent des référendums d'autodétermination dans les territoires occupés.

Sarah Knafo estime en outre qu'« une armée forte est la seule garantie à long terme pour l'Ukraine. Les Ukrainiens ne peuvent pas compter éternellement sur des alliés extérieurs. Nous n'avons plus les moyens. Nous ne pouvons pas nous dire que sur les trente prochaines années, nous allons continuer à soutenir un État pour faire une guerre sans fin alors que, vous le voyez, la perspective de victoire est désormais assez faible. »

Or, comment l'Ukraine pourrait-elle se doter d'une armée forte sans l'appui d'alliés face à une Russie plus puissante et soutenue par la Corée du Nord, la Chine et l'Iran ?

C'est en réalité accepter la capitulation devant la barbarie, et nous préparer des lendemains encore plus difficiles face à cette barbarie victorieuse qui, elle, est bien déterminée à une guerre sans fin.

Inconsistante, décidément.

¹¹ La même, qui déshonore son identité juive en cautionnant les thèses révisionnistes de Zemmour sur Vichy, reproche à Julien Dray de rattacher l'antisémitisme de Mélenchon à ses origines espagnoles car ce serait culpabiliser l'Occident. Sans doute — un comble —, cette Séfarade ignore-t-elle aussi Isabelle-la-Catholique, l'expulsion des juifs d'Espagne et les lois sur la pureté du sang. Je me souviens d'une réfugiée espagnole qui me racontait que la pire injure que proférait son père était : *Judio ! (Juif !)*.

POUR S'INFORMER

Questions internationales,
émission de Christine Ockrent chaque samedi sur France-Culture de 11 h à midi.

Esprit public
chaque dimanche sur France-Culture de 11 h à midi.

Le Monde Ukraine
<https://www.lemonde.fr/ukraine/>

Ukrinform
<https://www.ukrinform.fr/>

Xavier Tytelman Ukraine
vidéos régulières

Mémorial
(association russe fondée par Andrei Sakharov,
père de la bombe H soviétique, prix Nobel de la Paix 1975)
Les deux branches de l'association (histoire du goulag et défense des droits humains)
ont été fermées par Poutine.
Son dirigeant, Orlov, est emprisonné.



D'excellents articles. Par exemple :
[Analyse du nouveau manuel unique d'histoire russe, par Nicolas Werth](#)

[Soutenir Memorial](#)

*L'AIDE À L'UKRAINE EST UNE QUESTION EXISTENTIELLE
POUR L'UNION EUROPÉENNE*
